

# Favoriser la cohésion communautaire dans un contexte de diversité

**Rapport, février 2020**

**Préparé par : Suzanne Huot <sup>1</sup>, Luisa Veronis <sup>2</sup>, Leyla Sall <sup>3</sup>, Nathalie Piquemal <sup>4</sup> et Faïçal Zellama <sup>5</sup>**

1. University of British Columbia
2. Université d'Ottawa
3. Université de Moncton
4. University of Manitoba
5. Université de Saint-Boniface

Avec l'appui financier de :



Immigration, Réfugiés  
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees  
and Citizenship Canada

**FCFA du Canada**

450 RUE RIDEAU, OTTAWA, K1N5Z4 | (613)-241-7600

WWW.FCFA.CA | WWW.IMMIGRATIONFRANCOPHONE.CA

## TABLE DES MATIÈRES

<b>SOMMAIRE EXÉCUTIF</b> .....	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>Revue de la littérature</b> .....	<b>3</b>
Quels facteurs impactent la cohésion communautaire ? .....	4
Le statut socio-économique et la privation .....	5
La diversité ethnique.....	6
La participation civique et les réseaux sociaux .....	7
Un sentiment d'identité et d'appartenance.....	9
<b>MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>12</b>
<b>Étape 1 : Entrevues avec informateurs clés</b> .....	<b>12</b>
<b>Étape 2 : Groupes de discussion avec des membres des communautés francophones</b> .....	<b>13</b>
<b>RÉSULTATS</b> .....	<b>20</b>
<b>Résultats de l'étape 1 : Entrevues avec informateurs clés</b> .....	<b>20</b>
Des enjeux contextuels .....	20
Les conceptualisations de la cohésion communautaire .....	22
Barrières à la participation et les défis à l'accueil, l'intégration et l'inclusion.....	23
Relations communautaires.....	24
Défis des communautés en cours de diversification .....	25
Rôles des espaces et des réseaux/médias sociaux.....	26
<b>Résultats de l'étape 2 : Groupes de discussion avec des membres des communautés francophones</b> .....	<b>27</b>
Définir la cohésion communautaire .....	27
Espaces communautaires d'importance .....	28
Sentiment d'appartenance.....	30
Barrières à la participation sociale et à la cohésion communautaire .....	33
Facteurs attrayants .....	39
Facilitateurs de la participation sociale et de la cohésion communautaire .....	42

**RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER LA COHÉSION COMMUNAUTAIRE ..... 45**

**CONCLUSION ..... 51**

**REMERCIEMENTS..... 54**

**RÉFÉRENCES ..... 55**

## SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'immigration est un enjeu clé pour le développement des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Des politiques et des pratiques ont été mises en place par les communautés francophones et acadiennes pour appuyer l'attraction, l'établissement, l'intégration et la rétention des immigrants d'expression française. Alors que l'immigration constitue un facteur majeur dans le développement des CFSM, plusieurs recherches ont été consacrées aux besoins des immigrants et aux capacités et structures des communautés en termes d'accueil et d'établissement. Cependant, qu'en est-il de la cohésion communautaire dans un contexte de diversité? L'objectif principal de cette étude exploratoire était d'examiner le concept de cohésion communautaire dans un contexte de diversité selon la perspective des francophones dans les CFSM.

Nous présentons les résultats d'une étude menée dans quatre provinces canadiennes (Colombie-Britannique, Manitoba, Ontario et Nouveau-Brunswick) examinant les différentes dynamiques de cohésion communautaire d'un océan à l'autre. Nous avons adopté une méthodologie qualitative descriptive, avec deux méthodes de collecte de données. Lors de l'étape 1, nous avons complété quatre entrevues avec des informateurs clés (des représentants d'organismes porte-parole), une dans chaque province. Pour l'étape 2, nous avons mené neuf groupes de discussion : 2 dans le Grand Vancouver, 3 à Winnipeg, 2 à Ottawa et 2 à Moncton. Les participants aux groupes de discussion étaient des membres de la communauté francophone qui sont nés au Canada ou issus de l'immigration et établis au Canada depuis au moins trois ans. Après la transcription mot à mot de toutes les entrevues, l'analyse des données correspondant à chaque ville a été complétée en deux étapes. Nous avons d'abord analysé le texte de chaque entrevue dans son intégralité et ensuite nous avons créé des tableaux d'analyse selon chaque thème. Les transcriptions des entrevues avec informateurs clés ont suivi un processus semblable. Nous avons premièrement revu chaque transcription pour faire le codage ligne par ligne pour mieux comprendre le contexte de chaque province. Nous avons dans un deuxième temps créé un tableau d'analyse pour faire une synthèse des quatre entrevues par thème.

Nous présentons en premier lieu les résultats des entrevues avec informateurs clés représentant des organismes porte-parole provinciaux. Nous avons identifié **six thèmes centraux** :

- Des enjeux contextuels,
- Les conceptualisations de la cohésion communautaire,
- Les barrières à la participation et les défis à l'accueil, l'intégration et l'inclusion,
- Les relations communautaires,
- Les défis des communautés en cours de diversification, et
- Les rôles des espaces et des réseaux/médias sociaux.

Dans un deuxième temps, nous partageons les résultats de neuf groupes de discussion. Nous abordons **cinq thèmes clés** :

- Les espaces communautaires d'importance,

- Le sentiment d'appartenance,
- Les barrières à la participation sociale et à la cohésion communautaire,
- Les facteurs attrayants, et
- Les facilitateurs de la participation sociale et de la cohésion communautaire.

Les participants aux deux étapes nous ont fait part de recommandations pour améliorer et soutenir la cohésion communautaire. Parmi celles-ci, on retrouve :

1. Favoriser l'accueil et le soutien communautaire pour les immigrants,
2. Pousser encore davantage l'ouverture, l'inclusion et les échanges interculturels,
3. Encourager l'intégration économique et la reconnaissance des diplômes étrangers,
4. Favoriser le réseautage dans la communauté francophone,
5. Améliorer les représentations et les discours au sujet des immigrants,
6. Améliorer la diffusion et l'accès à l'information,
7. Diversifier l'offre d'activités pour répondre aux besoins de tous,
8. Promouvoir la visibilité des CFMS,
9. Augmenter la représentativité dans les postes d'influence et les instances décisionnelles, et
10. Favoriser la collaboration entre les différentes instances et organisations de la francophonie locale et globale autour de projets communs.

En conclusion, il existe de nombreux espaces communautaires soutenant la vie communautaire des CFMS. Ces espaces sont divers et répondent aux différents besoins des membres de la communauté. Néanmoins, la possibilité d'y éprouver un sentiment d'appartenance varie, et certains sites pourraient jouer un rôle fédérateur plus important dans la communauté. De nombreux défis viennent entraver la participation sociale. Ces barrières sont d'ordre systémique (discrimination), culturel (discontinuités culturelles), identitaire (marqueurs minoritaires), social (relation à l'autre) et parfois linguistique (le français vécu comme la langue de colonisation). Cependant, les participants s'accordent sur le fait qu'il y a eu beaucoup de progrès en matière d'inclusion de la diversité ethnoculturelle dans les espaces communautaires francophones. En somme, les participants pensent que de nombreux efforts restent à fournir au niveau de l'acceptation de l'autre dans toute sa différence pour une véritable possibilité de réciprocité culturelle et de cohésion sociale.

## INTRODUCTION

Depuis que l'immigration a été identifiée comme principal enjeu pour le développement des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM), des efforts indéniables ont été effectués par les communautés francophones et acadiennes en termes d'attraction, de promotion et d'appui à l'établissement et à l'intégration des immigrants d'expression française. Si la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) a pour objectif, entre autres, de favoriser le développement des collectivités de langues officielles minoritaires au Canada, le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 *Investir dans notre avenir* (Gouvernement du Canada, 2018) vient réaffirmer les engagements du gouvernement fédéral à parfaire le parcours d'intégration francophone en mettant l'accent sur le principe « par et pour ». Cependant, la recherche existante suggère qu'il est nécessaire de créer plus de connexions et de renforcer les liens entre les immigrants et les communautés d'accueil. En raison de leur contexte minoritaire, les CFSM doivent assurer la cohésion de la communauté tout en intégrant la diversité.

Un changement de mentalité et les efforts des différentes instances de la francophonie aux niveaux national, provincial et local sont à noter dans l'utilisation d'un vocabulaire plus inclusif. Par exemple, la Société franco-manitobaine (SFM) est devenue la Société de la francophonie manitobaine (SFM) ou encore la vision de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) tel qu'illustré par le titre du plan stratégique communautaire qui fait référence à des communautés plurielles et inclusives (*Bâtir ensemble : Des communautés dynamiques, plurielles et inclusives*). Ces pratiques exemplaires démontrent une réelle volonté d'inclusivité et de progrès dans l'accueil et l'intégration de la diversité de la part du leadership communautaire dans les CFSM. D'autres projets tels que l'initiative pancandienne de la FCFA coordonnée par les RIF dans toutes les provinces et territoires, ou encore l'initiative des communautés francophones accueillantes semblent également très prometteuses pour l'épanouissement des immigrants dans les CFSM. Comme le montre notre revue de littérature, des efforts importants ont été fournis en matière d'immigration dans les CFSM. Cette volonté des hautes instances de la francophonie nous paraît essentielle pour permettre un progrès dans la cohésion communautaire dans un contexte de diversité. Notre recherche s'intéresse au vécu quotidien des membres de la communauté au regard du souhait institutionnel pour de l'inclusivité et de la cohésion. Qu'en est-il des résultats des efforts des instances francophones dans le ressenti des membres des communautés sur le terrain ?

L'objectif de cette étude était donc d'explorer le concept de cohésion communautaire dans un contexte de diversité au sein des CFSM. Nous avons examiné les perspectives des francophones nés au Canada et à l'étranger sur le concept de cohésion communautaire appliqué aux CFSM. Nous avons aussi abordé l'état actuel de l'inclusivité et de la cohésion dans les CFSM, ainsi que les pratiques existantes prometteuses. Autrement dit, des recommandations sur les moyens de favoriser la cohésion communautaire dans un contexte de diversité sont tirées des résultats.

Des rapports récents décrivent les stratégies régionales de promotion de l'immigration francophone tandis que d'autres mettent en évidence les défis et les priorités régionales du point de vue des communautés elles-mêmes. La FCFA a récemment publié un plan stratégique communautaire en immigration francophone, 2018-2023, dans lequel est présenté l'histoire de son rapport à l'immigration francophone (FCFA, 2019). En premier lieu, ce plan revient sur les initiatives qui ont été entreprises depuis les années 1990 et plus particulièrement dans les années 2000. Parmi celles-ci, on retrouve le « Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire » ou « plan CIC-CFSM » (Citoyenneté et Immigration Canada, 2006) qui se penchait sur trois étapes clés (l'attraction, l'intégration économique et sociale, et la rétention et l'enracinement des immigrants francophones). Ensuite, le « Plan d'action fédéral-provincial-territorial visant à accroître l'immigration francophone à l'extérieur du Québec » ou « Plan FPT » est également présenté (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018). Celui-ci propose trois stratégies de collaboration et dix mesures basées à l'extérieur du Québec. Les trois stratégies ont pour but d'accroître l'immigration et de soutenir l'intégration des immigrants francophones à travers des collaborations entre le gouvernement et trois secteurs ciblés, à savoir ceux de l'emploi, des services accessibles et **des communautés inclusives** (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018, p. 2-5). La définition d'une communauté inclusive est composée de deux facettes : d'une part « la possibilité de vivre et de travailler dans des environnements qui sont chaleureux et accueillants » (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2018, p.4), et de l'autre l'opportunité pour les membres de la communauté de contribuer au niveau social, culturel et économique. Selon le Plan FPT, les membres d'une communauté inclusive doivent avoir accès à des logements abordables, à un réseau social et familial, et à des services appropriés pour tous (c.-à-d., en français et tenant en compte des besoins d'un public diversifié).

En s'appuyant sur ces différents plans et les statistiques récentes concernant les immigrants francophones au Canada (FCFA, 2019, p.11), ce nouveau plan stratégique présente les défis actuels. Notamment, dans ce rapport, les défis posés par l'intégration économique et socioculturelle (et les résultats stratégiques) sont les plus saillants : « La communauté, quant à elle, devra être inclusive et rassembler les conditions favorables au plein épanouissement de l'immigrant et de sa famille en vue de favoriser la rétention. De plus, la communauté doit leur offrir une chance de s'intégrer et de rester sur place » (FCFA, 2019, p.13). Pour atteindre cet objectif, le plan suggère les changements suivants :

1. Les communautés francophones et acadiennes (CFA) doivent être promue à l'étranger ;
2. Les CFA doivent être considérées comme de véritables partenaires des municipalités et des gouvernements provinciaux/territoriaux et du gouvernement fédéral dans la mise en œuvre de stratégies favorables à l'immigration francophone ;
3. Un continuum complet des services d'établissement pour l'immigration francophone doit être offert dans toutes les CFA ;

4. Les personnes issues de l'immigration francophone peuvent s'intégrer en utilisant pleinement les services en français ;
5. Les personnes issues de l'immigration francophone peuvent trouver du travail à la hauteur de leurs compétences ; et
6. Les CFA doivent être inclusives de la diversité d'origines des personnes issues de l'immigration et favoriser leur enracinement au sein des CFA (FCFA, 2019, p.15).

D'autres rapports et suggestions au sujet de la cohésion communautaire dans un contexte de diversité existent dans la littérature internationale. Le rapport présente ci-dessous une synthèse des définitions de la cohésion communautaire, ainsi que les facteurs qui constituent des barrières en s'appuyant sur les idées déjà développés dans le plan stratégique de la FCFA 2018-2023 (FCFA, 2019).

### **Revue de la littérature**

Avant de se pencher sur les facteurs affectant la cohésion et la résilience des communautés au Canada, il est important d'examiner les termes et les définitions utilisés pour décrire le concept de cohésion communautaire dans le cadre des affaires intérieures du Canada. La cohésion communautaire, également appelée « cohésion sociale », est généralement utilisée pour désigner la notion de bonne entente entre individus dans une même localité. Au fur et à mesure que le terme s'est développé, il s'est élargi pour comprendre les idées d'identité partagée, le respect, les différences culturelles et les niveaux élevés d'interaction sociale, d'engagement civique et de personnes ayant des opportunités similaires (Holtug et Mason, 2010). Plus précisément, « la cohésion communautaire devrait se produire dans toutes communautés pour permettre à différents groupes de personnes de bien s'entendre » (Bannister et O'Sullivan, 2013, p. 96, notre traduction). Cette définition reflète clairement les priorités politiques actuelles pour encourager les personnes de différentes origines culturelles à nouer des relations positives et développer une identité commune au sein d'une société multiculturelle telle que le Canada. Un élément clé de la cohésion communautaire est l'intégration, c'est-à-dire les facteurs spécifiques qui permettent aux nouveaux arrivants et aux résidents existants de s'adapter les uns aux autres. Une communauté intégrée et cohésive repose sur trois fondements : 1) des personnes d'horizons différents ayant des opportunités de vie similaires ; 2) des personnes connaissant leurs droits et leurs responsabilités ; et 3) des personnes se faisant confiance et faisant confiance aux institutions locales pour agir équitablement (Colic-Peisker et Robertson, 2015). De plus, il existe trois façons de bâtir une communauté cohésive à travers : 1) une vision future partagée et un sentiment d'appartenance ; 2) une focalisation sur les points communs entre les communautés nouvelles et celles déjà existantes, parallèlement à la reconnaissance de la valeur de la diversité comme le dialogue démocratique ; et 3) des relations solides et positives entre des personnes d'horizons différents (Gaffikin et Morrissey, 2011).

## ***Quels facteurs impactent la cohésion communautaire ?***

Bien que la notion de cohésion communautaire soit basée sur le respect de la diversité, l'accent est également mis sur le développement d'une citoyenneté et d'une confiance partagées au sein de divers groupes culturels et multiethniques vivant dans une société diversifiée comme le Canada. Des études canadiennes existent et identifient plusieurs facteurs qui entravent ou limitent la capacité du Canada à bâtir une communauté cohésive :

- Un manque d'attention à la pluralité et à la diversité interne parmi les membres des organismes d'établissement francophones et immigrants au Canada ;
- La représentation politique limitée des groupes minoritaires francophones et des immigrants francophones dans les affaires intérieures ;
- Une cohésion communautaire limitée au sein d'un collectif francophone plus large qui comprendrait les principaux groupes francophones canadiens (c.-à-d. Acadiens, fransaskois et franco-ontariens) et les immigrants (Gallant, 2008).

Alors que le Plan stratégique communautaire en immigration francophone (FCFA, 2019) met l'accent sur les aspects d'inclusion, de participation et de rétention, et considère les personnes issues de l'immigration comme des membres à part entière des communautés, un environnement politique plus complexe remet en question les modèles de diversité dans les différentes provinces du Canada. Par exemple, « la politique du multiculturalisme des immigrants rencontre directement la politique du nationalisme minoritaire » au Québec (Banting et Soroka, 2012, p. 158, notre traduction). Dans cette province, « les Québécois d'origine canadienne-française représentent une forte majorité ; cependant, dans le contexte canadien et nord-américain, ils sont une minorité et se sentent souvent inquiets pour l'avenir de leur langue et de leur culture » (Banting et Soroka, 2012, p. 158, notre traduction). Tout en réduisant la ségrégation sociale et le nationalisme, il est évident que dans le programme du gouvernement fédéral canadien, cette recherche reconnaît que la cohésion communautaire ne se limite pas à l'identité nationale, à la race et à la religion des individus. Dans le cadre de la « cohésion communautaire », le concept de « communauté » est un concept flou car « il évite l'utilisation d'un langage racialisé » (Wotley, 2005 ; citée dans Cheong et al., 2007, p. 32, notre traduction). Pourtant, le manque de transparence du langage au sein et autour du discours sur la « cohésion communautaire » montre à quel point les références à la race sont claires dans les récits clés de la politique canadienne des relations raciales et des discussions politiques sur les questions d'immigration. Dans les débats politiques canadiens, les immigrants sont souvent perçus comme une force indésirable et un fardeau pour la création du capital social positif en général. Lorsque la définition de la cohésion communautaire utilise souvent le mot « origines », cela devrait se référer à toutes les différences culturelles, y compris l'âge, la race, la sexualité, la religion, le handicap et les facteurs socio-économiques. Il est évident qu'en vue de la façon dont le concept de cohésion s'est développé, il existe de nombreux facteurs sociaux et économiques interdépendants affectant la cohésion et la résilience des communautés. Bien que les

différences d'appartenance ethnique et de statut socioéconomique sont citées le plus souvent, un certain nombre de problèmes complexes affectent les relations communautaires. Ces facteurs sont étudiés plus en détail dans la section suivante. Ceci dit, les facteurs clés affectant la cohésion et la résilience des communautés peuvent être résumés de la façon suivante :

- Le statut socio-économique et la privation (Reitz et Banerjee, 2009) ;
- La diversité ethnique (Gaffikin et Morrissey, 2011 ; Lymperopoulou, 2019 ; Putnam, 2007 ; Wickes et al., 2014) ;
- La politique nationale et locale (Banting et Soroka, 2012) ;
- La diversité de la population (Cuthill, 2016) ;
- Le sentiment d'identité et d'appartenance (Sabbe et al., 2019 ; Tigges, 2006) ;
- La ségrégation culturelle (Sabbe et al., 2019) ;
- La diversité religieuse (Hemming, 2018 ; Pepper et al., 2019) ;
- La criminalité (Putnam, 2007) ;
- La participation et l'engagement civiques dans les domaines publics (Spoonley et al., 2005) ;
- Les institutions et les organisations locales (Engel et al., 2013 ; Hemming, 2018 ; Pateman et Vincent, 2016 ; Pratchett et al., 2009) ;
- L'accès aux services et aux installations (Engel et al., 2013 ; Mamatis et al., 2019 ; Pateman et Vincent, 2016) ; et
- Les réseaux sociaux (Sabbe et al., 2019).

### ***Le statut socio-économique et la privation***

Selon de nombreuses études, un des facteurs critiques influençant la cohésion communautaire est le statut socio-économique. Une étude approfondie des prédicteurs d'une mauvaise cohésion communautaire au Canada suggère qu'un faible statut économique est un prédicteur négatif de la cohésion communautaire (Reitz et Banerjee, 2009). De façon générale, les populations spécialisées (minorités visibles) ont des revenus ménagers relatifs beaucoup plus faibles et des taux de pauvreté plus élevés que les groupes ethniques d'origine européenne au Canada (Reitz et Banerjee, 2009). Il a été constaté que ce désavantage réduit la perception de la cohésion dans tous les types de communautés, car cette différence concerne généralement la précarité d'emploi, la mauvaise qualité d'emploi et l'accès limité aux biens et services, ce qui crée des tensions parmi les membres de la communauté (Putnam, 2007). Les perceptions d'impacts négatifs de l'immigration sur l'emploi et le logement sont parmi les sources de tensions communautaires les plus fréquemment signalées. Plus précisément, les tensions et le ressentiment sont particulièrement prononcés dans les communautés où il existe un large fossé d'inégalité (Putnam, 2007). Dans l'ensemble, les facteurs liés au statut socioéconomique des individus, tels que les taux de chômage élevés et l'augmentation du coût de la vie, les désavantages et les privations, constituent un risque sérieux pour la cohésion et la résilience des communautés (Reitz et Banerjee, 2009).

## ***La diversité ethnique***

L'effet de la diversité ethnique sur la cohésion sociale et communautaire est un phénomène compliqué. Bien que la diversité ethnique soit couramment citée comme cause de tension communautaire, des recherches récentes menées en Angleterre et au Pays de Galle montrent que la diversité ethnique peut être positivement associée à la cohésion communautaire (Lymeropoulou, 2019). Il a été constaté que les individus formant des relations entre les groupes ethniques créent un sentiment de cohésion. En revanche, dans les communautés où la présence de migrants issus de groupes ethniques minoritaires est croissante, en particulier les lieux, les régions ou les milieux n'ayant pas un historique d'immigration récente, des tensions communautaires peuvent survenir (Lymeropoulou, 2019). En outre, des tensions communautaires entre les différents groupes ethniques sont plus susceptibles de se produire lorsqu'il y a une interaction limitée entre les communautés nouvelles et existantes et lorsque les résidents existants sentent que leur culture ou leurs ressources économiques sont menacées par l'immigration d'une nouvelle communauté (Putnam, 2007 ; Lymeropoulou, 2019). Tel est souvent le cas dans les zones défavorisées, où les résidents ne sont pas sûrs de leur accès aux ressources et sont donc plus susceptibles de percevoir l'arrivée des immigrants comme une menace. Par exemple, il a été constaté que le mépris envers les réfugiés et les demandeurs d'asile de la part des communautés existantes est souvent motivé par la conviction que les nouveaux arrivants ne contribuent pas à la région et bénéficient d'un accès préférentiel aux ressources de l'État (Cheong et al., 2007).

Putnam (2007) suggère que la diversité ethnique réduit la cohésion sociale et communautaire, la confiance et le développement de réseaux dans la société moderne. Sa thèse principale consiste à dire que la diversité ethnique réduit « à la fois la solidarité entre les groupes et les groupes externes » (Putnam, 2007, p. 144, notre traduction) et favorise le retrait social et l'isolement. Se basant sur plusieurs groupes de données provenant de l'ensemble des États-Unis, Putnam (2007) suggère que les personnes vivant dans des quartiers hétérogènes rapportent de faibles niveaux de confiance à la fois interraciale et intra raciale par rapport à d'autres vivant dans des quartiers plus homogènes. Il souligne que dans les quartiers ethniquement diversifiés, les gens font moins confiance au gouvernement, votent moins, ont un cercle social moins étendu et ont un niveau d'engagement civique plus faible dans les domaines publics. Bien que des études menées dans des pays de l'Amérique du Nord et de l'Europe soutiennent la théorie de Putnam, la corrélation entre la diversité ethnique et le capital social n'est pas aussi simple que Putnam le décrirait. Bien qu'il existe des preuves que les individus rapportent une confiance plus faible et ont des attitudes négatives envers les voisins dans diverses communautés, de nombreuses études en Grande-Bretagne et en Australie constatent que cette relation est une conséquence des minorités ethniques vivant dans des quartiers socialement défavorisés (Gaffikin et Morrissey, 2011; Bannister et O'Sullivan, 2013 ; Wickes et al., 2014). De plus, des études indiquent que la diversité ethnique peut avoir un impact différentiel sur les éléments cognitifs (par exemple, les perceptions) et comportementaux (par exemple, les interactions et les actions comme le comportement de voisinage du capital social (Wickes et al., 2014 ; Gijsberts et al., 2012) et constatent que si la population majoritaire en Amérique du Nord

déclare « une confiance interpersonnelle plus faible lorsque les individus vivent dans des quartiers ethniquement diversifiés, la diversité n'a qu'un impact limité sur leurs échanges de voisinage » (Wickes et al., 2014, p. 52, notre traduction). Les attitudes négatives envers certains groupes sociaux peuvent être amplifiées par la politique au niveau national ou local. La montée d'organisations politiques d'extrême droite, comme le succès du Parti national britannique aux élections locales, peut répandre l'animosité et les tensions entre certains groupes, ce qui nuit à la cohésion communautaire (McGhee, 2006).

### ***La participation civique et les réseaux sociaux***

De nombreux facteurs influencent positivement la cohésion sociale et la cohésion communautaire, dont l'engagement civique et la participation sociale dans les domaines publics. Les résultats de recherches scientifiques ont révélé que dans les communautés où les individus sentent qu'ils peuvent influencer les décisions locales, la cohésion communautaire est forte (Soutphommasane, 2005 ; Upton et Mansell, 2010 ; Gijsberts et al., 2012). Cependant, si les individus se sentent déconnectés de la vie politique, incapables de s'engager auprès des autorités locales et traités injustement, la cohésion communautaire est susceptible d'être faible (Fennema et Tillie, 1999 ; Jacobs et Tillie, 2004; Gijsberts et al., 2012). Ces recherches suggèrent que des liens sociaux solides sont nécessaires pour que les individus se mobilisent civiquement et participent socialement aux domaines publics. Pour cette raison, les quartiers à faible cohésion sociale peuvent avoir du mal à agir sur les problèmes locaux.

Comprendre comment l'engagement civique et la participation sociale sont utilisés dans la littérature scientifique peut nous aider à identifier des lacunes dans les connaissances et à élargir les idées de recherche dans le domaine choisi. L'engagement civique est souvent utilisé en lien avec le capital social et la cohésion communautaire dans la littérature existante, alors que la participation sociale est couramment utilisée pour décrire le sentiment d'appartenance et la cohésion sociale. Au sens terminologique, l'engagement civique fait référence à l'implication et à la tentative de résoudre des problèmes auxquels la communauté est confrontée ou à plaider pour le changement (Mamatis et al., 2019). Par exemple, dans le rapport « Sentiment d'appartenance : revue de la littérature » (notre traduction), Painter (2013) suggère que l'engagement civique augmente « le sentiment d'efficacité personnelle et le contrôle sur leur vie » (p.11, notre traduction) et « ... permet aux individus de développer un sentiment d'appartenance à leur communauté, de faire confiance aux autres et d'avoir un sentiment d'inclusion sociale » (p.11, notre traduction). La participation sociale, cependant, réfère à la participation à des opportunités ou des associations sociales, culturelles et récréatives organisées, telles que des équipes sportives, des programmes culturels, des groupes confessionnels et d'autres groupes communautaires (Mamatis et al., 2019 ; Sabbe et al., 2019). Ces concepts se chevauchent dans la façon dont ils sont utilisés. Par exemple, l'engagement civique a été employé comme indicateur de la cohésion sociale.

La participation sociale et l'engagement civique sont entrelacés et se renforcent mutuellement. Par exemple, au niveau individuel, les liens sociaux et les relations entre un individu avec les autres et avec des groupes peuvent élargir et renforcer ses réseaux et son capital social. Grâce à leur participation sociale et à leur réseau, les individus identifient des préoccupations et des intérêts communs et trouvent les ressources nécessaires (c'est-à-dire matérielles et / ou cognitives) qui leur permettent d'agir pour développer des stratégies et répondre aux préoccupations. De même, grâce à l'engagement civique et à la participation sociale, il est possible de créer de nouveaux liens sociaux, de développer la confiance en d'autres et d'élargir son capital social. Les relations sociales, l'accès à des formes de capital social différentes et l'engagement civique reflètent toutes les dimensions de la cohésion. Ces dimensions font souvent référence à la capacité de participer et de contribuer aux aspects sociaux et civiques de la société, tels que les relations sociales, les activités sociales et l'engagement politique. Les relations sociales peuvent accroître le sentiment de sécurité et diminuer ou atténuer le stress, en particulier parmi des groupes spécifiques (c'est-à-dire les immigrants nouvellement arrivés) (Mamatis et al., 2019). Les recherches ont montré que des niveaux plus élevés de connectivité sociale perçue sont associés à « des taux de pression artérielle plus faibles, de meilleures réponses immunitaires et des niveaux plus faibles d'hormones de stress, qui contribuent tous à la prévention des maladies chroniques » (Mamatis et al., 2019, p 9, notre traduction). De plus, l'établissement de liens sociaux et de relations avec les autres augmentent le soutien social. Celui-ci peut se manifester par une aide dans les activités quotidiennes ou un soutien dans les problèmes émotionnels, qui est bénéfique pour les individus et peut avoir un impact positif sur les résultats de santé. En revanche, des cercles sociaux plus petits, des relations étroites moins nombreuses et une faible capacité perçue de soutien social ont tous été liés à des symptômes dépressifs (Mamatis et al., 2019). Il est important de tenir compte de ces facteurs de la cohésion communautaire associés aux nouveaux arrivants.

Les politiques gouvernementales rejettent souvent l'importance de l'engagement civique et de la participation sociale des immigrants en tant que composantes positives susceptibles d'influencer la cohésion sociale globale et la résilience communautaire (Esses et al., 2016). Ce manque d'attention critique n'est pas dû à un manque d'informations sur les raisons pour lesquelles les immigrants ont des taux d'engagement civique inférieurs à ceux des citoyens nés localement. Mais plutôt, l'inattention semble avoir été causée par l'émergence d'un quasi-consensus selon lequel la réponse est évidente. Par exemple, il existe un consensus général sur le fait que de nombreux immigrants nouvellement arrivés viennent de pays où les institutions démocratiques n'existent pas et où les droits de citoyenneté sont restreints ou inexistantes. À leur arrivée, de nombreux immigrants ne connaissent pas leurs droits ainsi que leurs responsabilités en tant que citoyens d'une nation démocratique; ainsi, les politiques et les autorités estiment que les immigrants doivent « ... suivre une sorte d'éducation civique ou de formation linguistique... dispensée par une municipalité. Lorsqu'un immigrant ou une famille d'immigrants arrive dans une ville, c'est l'hôtel de ville qui invite cette famille [et] les emmène et explique quels sont leurs droits et responsabilités, ce que le gouvernement municipal fait pour eux, qu'ils ont le droit de participer à processus de prise de décision, et qu'ils peuvent faire une députation devant un conseil municipal »

(Comité sénatorial permanent - Affaires sociales, sciences et technologie, 2013, p. 42). Cette vision, cependant, ne se produit pas de manière systématique au Canada, ce qui crée une opportunité pour les chercheurs et les politiciens de mener une analyse systématique de la relation entre l'engagement civique et la cohésion communautaire et de concevoir des programmes qui encouragent les immigrants à participer et à combler ce manque de connaissances.

L'engagement civique, en particulier le bénévolat, devrait être encouragé chez les immigrants récents comme moyen de les impliquer dans leur communauté d'accueil et de les aider à créer des réseaux sociaux et du capital (Painter, 2013). Les résultats suggèrent que les taux de bénévolat sont relativement faibles chez les nouveaux immigrants comparés à ceux des citoyens installés depuis longtemps (Putnam, 2007 ; Reitz et Banerjee, 2009 ; Gijberts et al., 2012 ; Wickes et al., 2014), ce qui soulève des questions sur les obstacles qui empêchent les immigrants de participer aux domaines politique et social. Les défis économiques, les contraintes de temps et / ou les perceptions culturelles concernant le volontariat sont-ils si importants qu'ils empêchent effectivement la participation civique des immigrants? Donner la priorité à ces questions et aux voix des immigrants est un élément crucial des approches participatives découvertes dans la littérature concernant l'engagement civique et la cohésion communautaire. La littérature sur l'engagement civique, la résilience communautaire et la cohésion sociale sous-estime souvent l'importance d'augmenter la diversité des postes de direction (bénévoles) dans tous les secteurs, y compris la gouvernance municipale et les processus d'engagement civique, en particulier chez les nouveaux immigrants. Cela peut être considéré comme un élément clé d'inclusion sociale, de cohésion communautaire et inclusive et également, un moyen de résoudre les problèmes systémiques qui ont historiquement conduit à l'exclusion de certains groupes.

### ***Un sentiment d'identité et d'appartenance***

Une grande attention a été portée sur les effets potentiels négatifs qu'a l'immigration sur la cohésion sociale, définie comme « les valeurs et les objectifs communs dans la société, y compris un sentiment d'appartenance et de solidarité pour les personnes d'horizons divers » (Cheong et al. 2007, p. 28, notre traduction). Une étude axée sur la diversité des quartiers résidentiels suggère que les minorités non visibles résidant dans des quartiers divers présentent un sentiment d'appartenance au Canada plus élevé et un sentiment d'appartenance à un groupe ethnique plus faible que leurs pairs vivant dans des quartiers à faible diversité (Banting et Soroka, 2012). Cheong, Edwards, Goulbourne et Solomos (2007), dans leur article « Immigration, cohésion sociale et capital social: une revue critique » (notre traduction), situent leur enquête sur le sentiment d'appartenance à la Grande-Bretagne dans la littérature sur le capital social, et en particulier le débat approfondi sur le déclin du capital social associé à l'augmentation de la diversité ethnique dans les quartiers résidentiels, qui a commencé avec la conférence très connue de Putnam, publiée sous l'article « E Pluribus Unum » (2007). La notion de capital social, même si elle existe sous diverses formes, comprend généralement une composante comportementale liée aux liens sociaux (c'est-à-dire les réseaux d'engagement civique) (Bannister et O'Sullivan, 2013; Putnam, 2007) et une

composante normative, se référant aux réseaux de réciprocité et de confiance entre les personnes d'un même groupe social (c'est-à-dire les normes de réciprocité) (Pepper et al., 2019; Putnam, 2007). Dans la pratique, la composante comportementale a été couramment mesurée avec des indicateurs de la fréquence des échanges de voisinage, des liens sociaux et de la participation aux organisations de la société civile (Wickes et al., 2014; Bannister et O'Sullivan, 2013). Cependant, la composante normative a été le plus souvent mesurée à l'aide d'indicateurs de confiance et de solidarité (Putnam, 2007). Il convient de noter que les indicateurs du sentiment d'appartenance ont été moins fréquemment utilisés dans la littérature, à l'exception des indicateurs d'appartenance à la communauté dans la littérature canadienne sur la santé (Mamatis et al., 2019). Comme indiqué ci-dessus, les indicateurs de sentiment d'appartenance ont actuellement l'inconvénient d'être moins disponibles dans les enquêtes et la littérature internationales que les indicateurs de confiance. Le manque d'attention portée au sentiment d'appartenance dans le contexte de la cohésion sociale et communautaire limite de nombreuses comparaisons transnationales.

Dans « Nationalisme minoritaire et intégration des immigrants au Canada », Banting et Soroka (2012) examinent la cohésion sociale associée aux immigrants en mettant l'accent sur la durée du séjour ainsi que sur les composantes ethnoculturelles. Les résultats montrent une plus grande convergence avec la durée du séjour au Canada dans les indicateurs d'appartenance que ceux de confiance. Ce type d'indicateur est principalement défini en termes d'expérience, ce qui peut intéresser davantage les programmes et politiques de cohésion sociale et communautaire ciblant les immigrants adultes, voire les adultes en général. En particulier, ce type d'étude peut donner des résultats utiles distincts des résultats fondés sur la confiance dans des contextes de forte mobilité de la population et de diversité accrue.

Jeffrey Reitz et Banerjee (2009) ont publié un livre entièrement basé sur l'analyse de l'Enquête sur la Diversité Ethnique (EDS). Le livre se concentre principalement sur la relation entre les formes d'attachement dirigées vers l'ethnicité (par exemple l'appartenance à un « groupe ethnique ou culturel » et l'importance de « l'identité ethnique ») et d'autres mesures de cohésion sociale qui, entre autres, incluent le sentiment d'appartenance au Canada ou ses plus petites composantes géographiques et d'échelles (c.-à-d. province et ville ou village). Le premier chapitre du livre de Reitz et Banerjee (2009) met l'accent sur le sentiment d'appartenance au Canada en tant qu'indicateur de cohésion sociale avec d'autres indicateurs tels que la confiance, l'identité nationale, la satisfaction à l'égard de la vie, la citoyenneté canadienne et l'engagement civique (c.-à-d. le vote fédéral et le bénévolat). L'analyse multivariée suggère que, sans l'effet de l'âge et du temps au Canada, le statut de minorité visible est positivement corrélé au sentiment d'appartenance au Canada des immigrants récents. Cependant, les enfants qui sont des minorités visibles issues de l'immigration (c.-à-d. de la deuxième génération) auraient un sentiment d'appartenance au Canada légèrement inférieur à ceux qui ne sont pas des minorités visibles. Les principales conclusions de Reitz et Banerjee (2009) peuvent se résumer comme suit :

1. L'attachement ethnique est lié positivement au sentiment d'appartenance au Canada.
2. Les immigrants récents appartenant à une minorité visible présentent des niveaux d'appartenance au Canada plus élevés que les immigrants installés depuis longtemps appartenant à une minorité visible et que les enfants d'immigrants.
3. La discrimination perçue a un impact négatif sur le sentiment d'appartenance au Canada. Cet impact est plus important pour les immigrants installés depuis longtemps et les enfants d'immigrants que pour les immigrants récents.

Dans l'ensemble, les approches discutées ci-dessus montrent des variations considérables dans la façon dont les concepts généraux sont développés en applications de recherche et comment ces applications incluent le sentiment d'appartenance. Une recommandation clé, pour combler le manque de connaissances dans la recherche et les enquêtes nationales sur le sentiment d'appartenance et la cohésion sociale est d'inclure plusieurs questions sur le sentiment d'appartenance et d'étudier le sentiment d'appartenance en relation avec une série d'autres indicateurs de la diversité, y compris différentes formes de liens sociaux (c.-à-d. liens personnels, professionnels et communautaires) et différentes formes de diversité (c.-à-d. statut ethno-racial, religieux et socio-économique).

Les facteurs influençant la cohésion communautaire évoqués ci-dessus indiquent que la tension survient le plus souvent en cas de désavantage matériel et d'opportunités de vie limitées. Les groupes qui connaissent l'exclusion sociale, qu'il s'agisse d'une capacité limitée à payer pour des biens et services ou à participer à des activités sociales, sont les plus susceptibles de ressentir du mépris pour d'autres groupes qui bénéficient d'une plus grande inclusion dans la société. Pour qu'une communauté soit cohésive, il doit y avoir des relations sociales positives entre les différents groupes sociaux afin qu'il y ait des opportunités de conflit ou d'animosité à aborder ouvertement. Les établissements et les prestataires de services communautaires peuvent jouer un rôle important en offrant un espace et des opportunités aux personnes de différents horizons pour se mélanger et former les relations positives nécessaires à la cohésion et à la résilience d'une communauté. La typologie des facteurs influençant la cohésion communautaire suggère également que la tension survient le plus souvent lorsqu'il existe un désavantage matériel et des opportunités de vie limitées (Reitz et Banerjee, 2009). Les groupes qui subissent l'exclusion sociale, qu'il s'agisse d'une capacité limitée de payer des biens et services ou d'une capacité limitée de participer à des activités sociales, sont plus susceptibles de mépriser d'autres groupes qui bénéficient d'une plus grande inclusion dans la société (Sabbe et al., 2019). Par conséquent, il est important pour les établissements et les prestataires de services communautaires de travailler avec le gouvernement et d'autres acteurs locaux pour identifier comment et pourquoi certains groupes sont socialement exclus afin de développer des interventions pour promouvoir leur inclusion.

## MÉTHODOLOGIE

Nous avons adopté une méthodologie qualitative qui combine deux méthodes de collecte de données avec deux populations cibles différentes : 1) des entrevues avec des informateurs clés (des représentants d'organismes porte-parole provinciaux) et 2) des groupes de discussion avec des membres de la communauté francophone. Nous avons entrepris la collecte de données dans quatre villes canadiennes :

- Grand Vancouver, Colombie-Britannique (région Ouest),
- Winnipeg, Manitoba (région Prairies),
- Ottawa, Ontario (région Centrale) et
- Moncton, Nouveau-Brunswick (région Atlantique).

Ces villes ont des contextes géographiques et démographiques particuliers (voir tableau 1).

**Tableau 1:** Populations immigrante et de langue officielle dans les quatre sites ciblés par l'étude.

<b>Statistique Canada, Recensement 2016</b>	<b>Vancouver (RMR)</b>	<b>Winnipeg (RMR)</b>	<b>Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario) (RMR)</b>	<b>Moncton (RMR)</b>
Population totale	2 463 431	778 489	991 726	144 810
% d'immigrants	40	24	22	6
Minorité de langue officielle (nombre)	32 940	27 785	173 050	50 125
Minorité de langue officielle (%)	1,3	3,6	17,7	35,2

### Étape 1 : Entrevues avec informateurs clés

Lors de l'étape 1, nous avons recruté quatre informateurs clés. Pour être inclus dans l'étude, ces participants devaient être : 1) des employés ou des représentants (par ex. membre du conseil d'administration) de l'organisme porte-parole provincial, et 2) être capables de compléter une entrevue en français. Le guide d'entrevue est inclus dans l'annexe 1.

Toutes les entrevues ont été complétées en français, enregistrées et retranscrites mot à mot. Les informateurs clés ont été recrutés au sein des organismes suivants : La Fédération des francophones de

la Colombie-Britannique (FFCB), la Société de la francophonie manitobaine (SFM), l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB).

## **Étape 2 : Groupes de discussion avec des membres des communautés francophones**

Pour l'étape 2, nous avons mené neuf groupes de discussion (2 dans le Grand Vancouver, 3 à Winnipeg, 2 à Ottawa et 2 à Moncton) avec des membres de la communauté francophone dans chaque site. Pour être inclus dans l'étude les participants devaient : 1) être âgés de 18 ans ou plus, 2) être nés au Canada ou avoir déménagé au Canada d'un autre pays et résider au Canada depuis au moins trois ans; et 3) pouvoir participer à un groupe de discussion en français.

Le but n'était pas d'avoir un échantillon qui était statistiquement représentatif et donc les participants ont été recrutés sur la base du volontariat. On note cependant que les participants étaient des individus diversifiés au regard de différents facteurs (race, âge, genre, niveau d'engagement et nombre d'années de présence dans la communauté). Au cours des groupes de discussion, les participants ont d'abord pu se présenter et parler de leurs liens et de leur participation dans la communauté francophone. Ensuite, les questions portaient sur les différents espaces francophones qu'ils fréquentaient ainsi que leurs expériences et ressentis dans ceux-ci (par exemple, le sentiment d'être le/la bienvenu(e)). Les participants ont aussi été invités à parler de leur sentiment d'appartenance à la communauté. Enfin, les dernières questions visaient à identifier les barrières à et les facilitateurs de leur participation dans la CFSM locale, ainsi que des pistes pour l'amélioration de la cohésion communautaire. Le guide d'entrevue pour les groupes de discussion est inclus dans l'annexe 2.

L'utilisation de groupes de discussion constitue une méthode exploratoire idéale pour stimuler le débat et la discussion parmi les participants; ils permettent d'identifier les enjeux clés en lien avec une problématique et de donner un aperçu des diverses perspectives à ce sujet en une seule rencontre (Bennett 2002; Cameron 2000; Longhurst 2010). Cette approche permet également aux participants d'interagir entre eux et avec les chercheuses, de sorte à échanger sur leurs expériences ainsi que sur leurs interprétations de celles-ci (Cameron, 2000). Cette méthode nous a donc permis d'observer la co-construction des données au sein de chaque groupe de discussion pour examiner comment les participants comprennent et interprètent leurs expériences vécues (Cloke et al. 2004) au quotidien au sein des espaces communautaires. Pour compléter les données obtenues lors des groupes de discussion et pour nous aider dans l'analyse, nous avons demandé aux participants de remplir un questionnaire socio-démographique (voir Annexe 3). Nous présentons ici un profile démographique général des participants aux groupes de discussion (voir tableau 2).

Nous avons d'abord analysé le texte de chaque entrevue dans son intégralité et ensuite nous avons créé des tableaux d'analyse de sorte à synthétiser les données pour chaque thème. Nous avons procédé de manière semblable pour analyser les entrevues avec les informateurs clés. Nous avons premièrement lu

chaque retranscription pour entreprendre un codage ligne par ligne afin de mieux comprendre le contexte de chaque province. Nous avons ensuite créé un tableau d'analyse pour faire une synthèse des quatre entrevues selon les thèmes identifiés.

Dans le Grand Vancouver, un total de 15 personnes a pris part aux deux groupes de discussion (5 hommes et 10 femmes). Les participants étaient relativement variés en termes de groupes d'âge. La plupart d'entre eux (11) avaient un diplôme universitaire. Tous sauf un étaient des citoyens canadiens, cependant les deux tiers (10) ne sont pas nés au Canada. La moitié des participants (8) vivent au Canada depuis moins de cinq ans. Comparé aux autres sites, il s'agit du groupe de participants le plus récemment arrivé au Canada. La plupart des participants (12) parlent français à la maison. Deux tiers d'entre eux (10) utilisent aussi le français dans leur travail, exclusivement (7) ou bien avec l'anglais (3). Avec leurs amis, un tiers des participants (5) utilise principalement le français, un tiers (5) utilise le français et l'anglais, et un tiers (5) utilise plutôt l'anglais ou d'autres langues. Il s'agit du groupe de participants ayant le moins de diversité linguistique.

Les trois groupes de discussion de Winnipeg ont rassemblé un total de 18 participants (10 hommes, 6 femmes et 2 autres genres). 80% d'entre eux (16) avaient plus de 45 ans. Il s'agit du groupe de participants le plus âgé dans l'étude. La grande majorité (15) d'entre eux avait un diplôme d'étude supérieur, ce qui fait de ce groupe le plus éduqué. Tous sauf un participant avaient la citoyenneté canadienne. Presque la moitié des participants (8) est née au Canada et les deux tiers (12) vivent au Canada depuis plus de 11 ans. Il s'agit donc du groupe de participants le plus longtemps installé au Canada. Deux tiers des participants (12) parlent principalement français à la maison et 20% (4) parlent anglais et français, et les autres participants (2) parlent français et une ou plusieurs autres langues. 80% des participants (16) parlent exclusivement français au travail ; les autres participants (2) parlent français et anglais. Avec leurs amis, presque la moitié des participants (8) parle principalement français, un tiers (6) parle français et anglais, trois participants parlent français, anglais et une autre langue, et un participant parle principalement anglais.

Il y a eu un total de 18 participants aux deux groupes de discussion d'Ottawa (8 hommes, 9 femmes et 1 autre genre). La moitié d'entre eux (9) avait moins de 25 ans et presque un tiers (5) avait plus de 55 ans. La quasi-totalité (15) avait un diplôme universitaire. Seule une personne est née au Canada et un tiers des participants (5) n'avait pas la citoyenneté canadienne. A la maison, un tiers (11) parle français le plus souvent, 10% (2) parlent français et anglais, un participant parle anglais et les autres participants (4) parlent français et d'autres langues ou bien une autre langue uniquement. La moitié des participants (10) parle principalement français au travail, un quart (4) parle anglais et un quart (4) parle anglais et français. Avec leurs amis, la moitié des participants (9) parle français, un tiers (6) parle français et anglais, 10% (2) parlent anglais et un participant parle d'autres langues.

A Moncton, un total de 16 personnes a participé aux deux groupes de discussion (11 hommes et 5 femmes). Les trois quarts d'entre eux (12) avaient entre 25 et 45 ans. Tous sauf un avaient un diplôme

universitaire. Presque 80% des participants sont nés hors du Canada et la moitié (8) avait la citoyenneté canadienne. Les deux tiers (10) parlent majoritairement français à la maison, les autres participants parlent français et une autre langue (2), ou uniquement une autre langue (4). Au travail, les deux tiers (10) parlent français principalement, un quart (4) parle anglais et deux participants parlent anglais et français. Avec leurs amis, les trois quart (12) des participants parlent français, 12,5% (2) parle français et anglais et 12,5% (2) parle français et deux autres langues.

**Tableau 2: Profile des participants**

<b>Région</b>	<b>Grand Vancouver (N=15)</b>		<b>Winnipeg (N=18)</b>		<b>Ottawa (N=18)</b>		<b>Moncton (N=16)</b>	
<b>Variables</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage</b>
<b>Genre</b>								
Homme	5	33,33%	10	55,56%	8	44%	11	68,75%
Femme	10	66,67%	6	33,33%	9	50%	5	31,25%
Autre	0	0%	2	11,11%	1	6%	0	0%
<b>Groupes d'âge</b>								
18 à 24 ans	2	14,29%	0	0%	9	50%	0	0%
25 à 34 ans	3	21,43%	0	0%	2	11,10%	6	37,5%
35 à 44 ans	2	14,30%	1	5,56%	1	5,56%	6	37,5%
45 à 54 ans	1	7,10%	8	44,44%	1	5,56%	3	18,75%
55 ans et plus	6	40%	8	44,44%	5	27,78%	1	6,25%
Non disponible	1	2,88%	1	5,56%	0	0%	0	0%
<b>État civil</b>								
Marié(e)/droit commun	7	46,67%	12	66,67%	5	27,78%	14	87,5%
Séparé(e)	0	0%	0	0%	1	5,6%	1	6,25%
Divorcé(e)	0	0%	0	0%	0	0%	1	6,25%
Veuf/veuve	1	6,67%	0	0%	0	0%	0	0%
Célibataire	5	33,33%	6	33,33%	12	66,67%	0	0%
Autre	2	13%	0	0%	0	0%	0	0%
<b>Nombre d'enfants</b>								
0	9	60%	5	27,78%	11	61,10%	7	43,75%
1	1	6,67%	3	16,67%	2	11,11%	5	31,25%
2	4	26,67%	7	38,88%	1	5,56%	2	12,5%
3	1	6,67%	3	16,67%	1	5,56%	0	0%
4	0	0%	0	0%	2	11,11%	2	12,5%
5	0	0%	0	0%	1	5,56%	0	0%

<b>Niveau de scolarité (complet ou en cours)</b>								
Moins d'un diplôme secondaire	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Diplôme secondaire (diplôme du lycée)	2	13%	1	5,56%	0	0%	0	0%
Collège communautaire	1	6,67%	0	0%	2	11,10%	1	6.25%
Diplôme technique	1	6,67%	0	0%	0	0%	0	0%
Baccalauréat universitaire	7	46,67%	2	11,11%	12	66,67%	8	50%
Diplôme d'études supérieures (Maitrise ou doctorat)	4	26,67%	15	83,33%	3	16,67%	7	43,75%
Autre	0	0%	0	0%	1	5,56%	0	0%
<b>Statut d'emploi</b>								
Temps plein	9	60%	15	83,33%	5	27,78%	13	81,25%
Temps partiel	3	20%	1	5,56%	7	38,89%	2	12,5%
Sans emploi	0	0%	0	0%	2	11,11%	1	6,25%
Autre (par ex. parent au foyer, étudiant(e), retraité(e))	3	20%	2	11,11%	4	22,22%	0	0%
<b>Pays de naissance</b>								
Canada	5	33,33%	8	44,44%	1	5,55%	3	18,75%
Algérie	0	0%	1	5,55%	2	11,11%	0	0%
Belgique	1	6,66%	1	5,55%	1	5,55%	2	12,5%
Bénin	0	0%	0	0%	1	5,55%	0	0%
Burundi	0	0%	0	0%	4	22,22%	0	0%
Cameroun	0	0%	1	5,55%	0	0%	0	0%
Côte d'Ivoire	1	6,66%	1	5,55%	1	5,55%	0	0%
États-Unis	0	0%	0	0%	2	11,11%	0	0%
France	1	6,66%	2	11,11%	2	11,11%	2	12,5%
Guinée	1	6,66%	0	0%	0	0%	0	0%
Ile Maurice	2	13,33%	0	0%	0	0%	0	0%
Iran	1	6,66%	0	0%	0	0%	0	0%

Kenya	1	6,66%	0	0%	0	0%	0	0%
Mali	0	0%	1	5,55%	0	0%	0	0%
Maroc	0	0%	1	5,55%	0	0%	2	12,5%
Mauritanie	0	0%	0	0%	0	0%	1	6,25%
Niger	0	0%	0	0%	0	0%	1	6,25%
République Démocratique du Congo	0	0%	0	0%	3	16,66%	1	6,25%
Rwanda	1	6,66%	0	0%	0	0%	1	6,25%
Sénégal	0	0%	1	5,55%	1	5,55%	3	18,75%
<b>Citoyenneté canadienne</b>								
Oui	14	93,33%	17	94,44%	13	72,22%	8	50%
Non	1	6,67%	1	5,56%	5	27,78%	8	50%
<b>Statut d'immigration</b>								
Travailleur qualifié	5	33,33%	0	0%	6	33,32%	2	12,5%
Réfugié	2	13,33%	0	0%	1	5,56%	2	12,5%
Parrainage familial	0	0%	2	11,11%	1	5,56%	1	6,25%
Immigrant investisseur	0	0%	0	0%	1	5,56%	0	0%
Permis de travail temporaire	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Candidat de provinces	0	0%	4	22,22%	0	0%	3	18,75%
Demandeur d'asile	0	0%	0	0%	1	5,56%	0	0%
Autre (Non disponibles)	8	53,33%	12	66,67%	8	44,44%	8	50%
<b>Nombre d'années au Canada</b>								
Très récent (0-5 ans)	8	53%	4	22,22%	6	33,33%	5	31,25%
Récent (6-10 ans)	1	7%	0	0%	6	33,33%	6	37,5%
Établi (11 ans et plus)	4	27%	12	66,67%	6	33,34%	5	31,25%
Autre	2	13%	2	11,11%	0	0%	0	0%
<b>Quel est votre mode de transport principal?</b>								
Véhicule personnel	8	53,33%	14	77,78%	6	33,33%	16	100%

Transport en commun	6	40%	2	11,11%	12	66,67%	0	0%
Vélo	1	6,67%	0	0%	0	0%	0	0%
À pied	0	0%	2	11,11%	0	0%	0	0%
<b>Langue(s) parlé le plus souvent à la maison</b>								
Français	12	80%	12	66,67%	11	61,11%	10	62,5%
Anglais	2	13,33%	0	0%	1	5,56%	0	0%
Français/ Anglais	1	6,67%	4	22,21%	2	11,11%	0	0%
Français/autre(s) langue(s) (peu inclure l'anglais et une autre langue)	0	0%	2	11,11%	1	5,56%	2	12,5%
Autre(s) langue(s) (français et anglais exclus)	0	0%	0	0%	3	16,67%	4	25%
<b>Langue(s) parlée(s) le plus souvent au travail</b>								
Français	7	46,67%	16	88,89%	10	55,56%	10	62,5%
Anglais	5	33,33%	0	0%	4	22,22%	4	25%
Français/ Anglais	3	20%	2	11,11%	4	22,22%	2	12,5%
<b>Langue(s) parlée(s) le plus souvent avec ami(e)s</b>								
Français	5	33,33%	8	44,44%	9	50%	12	75%
Anglais	3	20%	1	5,56%	2	11,11%	0	0%
Français/ Anglais	5	33,33%	6	33,32%	6	33,33%	2	12,5%
Français/autre(s) langue(s) (peu inclure l'anglais et une autre langue)	1	6,67%	3	16,66%	0	0%	2	12,5%
Autre(s) langue(s) (français et anglais exclus)	1	6,67%	0	0%	1	5,56%	0	0%

## RÉSULTATS

Dans cette section nous présentons les résultats pour chacune des deux étapes de l'étude. Pour l'étape 1 (entrevues avec informateurs clés), nous présentons tout d'abord les enjeux et les aspects contextuels identifiés par les informateurs clés dans leur province respective. Nous offrons leur définition du concept de cohésion communautaire puis nous exposons leurs points de vue concernant les thèmes suivants : les barrières à la participation des francophones dans la communauté ; l'état des relations dans la communauté, notamment entre les nouveaux arrivants et les personnes plus installées ; les défis des communautés en cours de diversification ; et enfin, le rôle des espaces et des médias sociaux pour atteindre une cohésion communautaire.

Ensuite, nous décrivons les résultats de l'étape 2 (groupes de discussion) selon cinq thèmes ressortis lors des discussions : les espaces communautaires d'importance; le sentiment d'appartenance; les facteurs attrayants; les barrières à la participation sociale et à la cohésion communautaire ; et les facilitateurs de la participation sociale et de la cohésion communautaire.

### **Résultats de l'étape 1 : Entrevues avec informateurs clés**

Les résultats présentés dans cette section sont basés sur des entrevues auprès d'informateurs clés. Il est important de noter qu'il s'agit d'opinions informées. En effet, ces individus ont une bonne connaissance de leur communauté et des enjeux qui les touchent de par leur position dans les organismes porte-parole; néanmoins, il s'agit de leur compréhension et point de vue personnels.

#### ***Des enjeux contextuels***

**Les communautés francophones sont implantées dans des milieux régionaux et provinciaux distincts et par conséquent les enjeux auxquels elles font face sont façonnés par leurs contextes historiques et géographiques uniques. Il est donc nécessaire et important de comprendre la situation de chaque communauté avant de parler de la cohésion communautaire étant donné que celle-ci peut prendre des formes différentes et être atteinte par différents moyens dépendamment du contexte. Néanmoins, certains enjeux ou aspects contextuels peuvent être transversaux et peuvent concerner plus d'une province; toutefois, les informations fournies ici correspondent à ce qui semblait être le plus important aux yeux des informateurs clés au moment des entrevues.**

En Colombie-Britannique, l'informateur clé a expliqué que la communauté francophone est très minoritaire. Peu de ses membres sont nés dans la province et la proportion d'immigrants internationaux est significative. Il a également mentionné le manque de visibilité et de reconnaissance de la communauté francophone par les instances provinciales et locales. En particulier, il faut souligner qu'il n'y a aucune politique de services en français en Colombie-Britannique. La communauté a d'ailleurs

récemment été à la Cour suprême pour la défense des droits à l'éducation en français.

Au Manitoba, la communauté francophone semble être plus reconnue au niveau provincial. L'informateur clé a mentionné que les principes constitutionnels de bilinguisme dans certains domaines assurent la légitimité de la communauté. Il a expliqué que la communauté est prise en compte dans des dossiers tels que l'immigration et elle est notamment reconnue comme un acteur important en matière d'immigration francophone. La communauté semble également jouer un rôle dans des domaines tels que l'éducation et la santé, qui ont été identifiés comme prioritaires pour elle et ses membres.

L'informateur clé manitobain a tout de même souligné que la communauté doit veiller à maintenir cette reconnaissance et à continuer à être prise en compte dans les décisions au niveau provincial.

Du côté de l'Ontario, l'informateur clé a expliqué que malgré sa taille importante, la communauté francophone est dispersée de manière inégale à travers le territoire provincial. De plus, il a souligné la transformation démographique de la communauté du fait du vieillissement de la population canadienne multigénérationnelle d'une part, et d'une immigration internationale importante de l'autre. Il a également remarqué l'existence d'inégalités en ce qui a trait à l'accès aux services en français selon les localités et le risque toujours omniprésent de l'assimilation.

*« On voit une communauté qui a encore beaucoup de difficultés à avoir des services dans certaines régions. On voit une communauté qui fait encore face à l'assimilation d'une façon assez importante, malgré les efforts importants. On voit plus d'écoles qu'on n'a jamais eues, il y a plus de jeunes dans les écoles qu'on n'a jamais eus, mais l'assimilation est toujours, toujours là »* (Informateur clé 3).

La création d'une université francophone serait importante pour la communauté, bien que celle-ci ait été menacée par des coupures budgétaires récentes.

Au Nouveau-Brunswick, l'informateur clé a souligné les défis structurels auxquels font face les communautés francophones et acadienne, tels que l'accès à l'éducation en français et un manque d'activités économiques. Dans cette province, la communauté bénéficie d'une reconnaissance particulière de par le bilinguisme officiel néo-brunswickois. Cependant, l'informateur clé a noté que ce statut officiel peut contribuer à une certaine passivité de la part des francophones ; ils prennent leurs droits linguistiques pour acquis alors qu'ils ne sont pas entièrement à l'abri de menaces.

D'autre part, l'informateur clé a identifié des tensions régionales entre francophones, ainsi que des tensions entre francophones et anglophones (notamment du fait de préjugés qu'il s'agit de déconstruire).

*« Il y a une grosse initiative aujourd'hui qu'on mène maintenant vers la désinformation par rapport aux langues officielles [...] j'essaie de, d'être proactif par rapport à notre manière de faire un contre discours au discours anti-francophone »* (Informateur clé 4).

## ***Les conceptualisations de la cohésion communautaire***

Pour définir la cohésion communautaire, deux notions principales sont ressorties des entretiens : le rassemblement autour d'objectifs communs d'une part, et l'ouverture à et l'inclusion de la diversité de l'autre. Les informateurs clés ont souligné l'importance de l'entraide, de la solidarité et de la collaboration autour d'un ou plusieurs objectifs communs pour permettre la cohésion communautaire. Selon eux, la concertation doit avoir lieu tant dans la définition de ces objectifs communs que dans la mise en œuvre des moyens pour les atteindre. En effet, les objectifs ne doivent pas être imposés, mais établis de façon collective ; et les manières de travailler doivent permettre la participation de tous. Cela nécessite une bonne communication dans la communauté : *« l'entraide, la collaboration, la participation, qu'on a une seule voix, qu'on se concerte et que on définit nos enjeux et on est tous d'accord sur ce qu'on a à accomplir »* (Informateur clé 1).

Il est intéressant de noter qu'un exemple de rassemblement autour d'une revendication collective a été mentionné en Ontario :

*« La communauté a besoin d'être quand-même solidaire. [...] Avec les coupures qu'ils ont essayé de faire à l'université puis au commissariat dans les dernières années, [ces circonstances ont] probablement fait plus pour la cohésion communautaire que n'importe qui d'autre depuis un très bon montant de temps »* (Informateur clé 3).

Le deuxième point mentionné par tous les informateurs clés était l'ouverture à la diversité, notamment celle issue de l'immigration. En effet, les communautés qui ont pu accueillir et intégrer les personnes issues de l'immigration ont été mentionnées comme des modèles de cohésion communautaire. Les informateurs clés ont également dit qu'il était important de valoriser les personnes qui sont des minorités visibles et de s'assurer qu'elles ont toute leur place dans la communauté. Tant dans les communautés plus homogènes (ayant une faible proportion d'immigrants ou de minorités visibles) que dans celles qui sont plus multiculturelles, l'ouverture au changement, la sensibilisation, l'information sont importantes afin de permettre l'intégration de populations diverses, ainsi que leur collaboration et la cohésion communautaire.

*« Ce qu'on fait, c'est qu'on essaie de trouver un angle qui fait en sorte qu'on va pouvoir justement faire une activité soit pour et par les nouveaux arrivants, une activité qui va nous donner un aperçu de qui ils sont, les talents qu'ils ont à exposer [...] Mais alors c'est juste des gestes qu'on fait à tous les jours qui font en sorte qu'on va pouvoir [...] se connaître et se voir davantage les uns les autres. Alors, ça dépend des domaines, que ce soit, même au niveau des emplois, c'est de trouver des façons de, si une personne est qualifiée, vient d'un autre pays et on a fait de plus en plus d'efforts pour embaucher de plus en plus de nouveaux arrivants dans nos institutions »* (Informateur clé 2).

Plusieurs informateurs clés ont dit que la cohésion communautaire doit s'exprimer à travers des gestes quotidiens et par un accueil personnalisé pour démontrer une attention particulière à chaque individu et pour créer des liens interpersonnels. Favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance auprès de ceux qui proviennent d'autres provinces/régions ou d'autres pays était au cœur de leurs propos. Certains ont mis l'accent sur le sentiment d'appartenance à la communauté francophone locale (parfois aux dépens d'autres marqueurs identitaires), alors que d'autres reconnaissaient que les immigrants doivent avoir la possibilité d'exprimer leur appartenance tant à la communauté de leur pays d'origine qu'à la communauté francophone.

Parmi les facteurs entravant la cohésion communautaire, les informateurs clés ont mentionné le manque de consensus (par ex. pour définir des objectifs communs), le refus de la nouveauté ou de la diversité, ou encore une mauvaise communication. Un informateur clé a également évoqué le manque de visibilité qui empêche de rassembler les francophones et francophiles au sein d'une même communauté.

### ***Barrières à la participation et les défis à l'accueil, l'intégration et l'inclusion***

Les informateurs clés ont fait ressortir que la participation dans la communauté francophone n'était pas toujours priorisée par les membres de la communauté pour différentes raisons. Par exemple, l'offre de services ou d'activités dans la communauté francophone peut être « noyée » dans la multitude d'offre de la société anglo-dominante. Cela fait d'ailleurs écho au manque de visibilité de la communauté, évoqué plus haut, comme barrière à la cohésion communautaire :

*« Je pense qu'on vit dans une société où on a énormément de choix de choses qu'on peut faire, et nous on est dans, je dis ça entre guillemets, « dans cette compétition-là », au niveau d'offre de produits ou de services ou d'activités de nos communautés. Alors c'est un peu dans ce sens-là, puis aussi c'est d'encourager une participation active, c'est pas juste d'avoir des consommateurs, c'est aussi d'avoir des participants qui vont vouloir justement faire partie de cette solution-là » (Informateur clé 2).*

Un informateur clé a souligné que l'attachement à la communauté varie selon les étapes de vie. Notamment, lorsque la communauté francophone répond à un besoin ou une priorité de la personne, celle-ci est plus encline à participer, mais cela change quand la personne n'a plus ce besoin. L'exemple cité concernait la scolarisation des enfants ; les parents sont prêts à s'engager lorsque leurs enfants sont dans une école francophone, mais leur participation s'arrête au moment de la fin de leur scolarisation et de l'obtention du diplôme.

D'autre part, dans certaines communautés en difficulté économique, participer dans la communauté francophone est accessoire car répondre à ses besoins de base est déjà un défi.

*« Il y a une complaisance incroyable. On a vendu aux francophones la dualité à l'éducation puis on a dit « il faut que la dualité soit complète tout ça, puis on aura plus de problème, tout le monde va être*

*content » puis on n'a jamais pris deux secondes pour savoir « vous êtes éduquée madame ? [...] » Maslow c'est pas compliqué à comprendre [...] c'est que la langue là est loin d'être prioritaire. Faut que les gens soient capables de vivre, d'avoir une maison puis d'avoir un boulot puis que leurs enfants puissent fréquenter une école; des affaires de base » (Informateur clé 4).*

Deux autres barrières mentionnées étaient la dispersion géographique, qui peut rendre l'accès à la communauté plus difficile pour les personnes vivant loin des grands centres d'activité, et le manque de financement pour certains groupes, notamment les minorités raciales :

*« ...une des choses qui nuisent [...] j'ai parlé du financement des groupes existants mais il y a toute une pile de groupe des minorités raciales qui cherchent des financements gouvernementaux et qui n'ont jamais vraiment réussi à y accéder. Ces groupes-là à un moment donné il va falloir adresser cette question-là, parce que Patrimoine à besoin de trouver des solutions pour financer. Nous on a proposé de mettre une enveloppe de côté pour les groupes, ce que nous on appelle 'émergents' » (Informateur clé 3).*

### **Relations communautaires**

Les relations entre les personnes arrivées récemment et celles installées depuis plus longtemps semblent varier d'une province à l'autre. Dans certaines provinces, ces relations sont décrites comme étant familiales, et l'intégration et l'inclusion des immigrants semblent être une priorité pour la communauté. Cependant, dans une autre province, un informateur clé a expliqué que, historiquement, les communautés francophones ont survécu en se repliant sur elles-mêmes pour éviter l'assimilation. De nos jours, cette stratégie n'est plus de mise puisqu'il s'agit de s'ouvrir aux immigrants et aux francophiles, ce qui nécessite un changement de mentalité :

*« Je sens une certaine tension entre les gens qui sont ici depuis plus longtemps puis les gens qui sont plus des nouveaux arrivants. [...] Avant on a survécu en se cachant dans nos villages. C'est difficile de faire ce changement-là à être ouvert à des nouveaux arrivants rapidement pour une communauté. Mais on le voit, ça devient de plus en plus normal au sein de la communauté francophone que ça l'était avant » (Informateur clé 3).*

Un autre informateur clé a remarqué que l'accueil des nouveaux arrivants dépendait du type de communauté d'accueil. Par exemple, les communautés déjà multiculturelles ont plus de facilité à intégrer les immigrants que les communautés plus homogènes. Il est important de noter que le manque d'ouverture de la communauté s'exprime tant envers les immigrants internationaux que les francophiles.

Ainsi, les informateurs clés ont souligné un besoin de sensibilisation de la communauté et des personnes que l'on souhaite accueillir. En effet, il est reconnu que les communautés francophones ont besoin de

l'immigration internationale pour leur survie et que l'intérêt des anglophones pour la langue française est une force. Par exemple, les informateurs clés se réjouissent du nombre croissant d'enfants suivant les programmes d'immersion. Tant dans le cas des immigrants que des francophiles, il a été noté que des moyens étaient nécessaires pour faciliter le développement d'un contact et une meilleure information. À nouveau, l'importance des gestes d'accueil et des relations de qualité au quotidien a été citée :

**« On travaille avec [entité pour l'accueil des immigrants d'expression française] qui est une entité de la [organisme porte-parole], mais une des choses qu'on a fait depuis le début c'est de s'assurer d'avoir les moyens de faire de la sensibilisation dans les deux sens [...] c'est-à-dire, que ce soit pour les nouveaux-arrivants ou les gens qui reçoivent » (Informateur clé 2).**

Dans les régions où la communauté francophone a une identité historique forte, il y a un besoin de redéfinir cette identité de manière inclusive et de permettre aux nouveaux arrivants de s'y retrouver. Un informateur clé a dit que l'ouverture de la communauté et la création d'une cohésion communautaire nécessiterait d'avoir des conversations sensibles en toute honnêteté pour s'assurer que les acteurs puissent tous être entendus et pris en compte.

### ***Défis des communautés en cours de diversification***

Les informateurs clés ont identifié plusieurs barrières à l'accueil, à l'intégration et à l'inclusion de la diversité. Tout d'abord le manque de ressources est un obstacle majeur pour permettre la mobilisation de la communauté à ce sujet. Dans certaines provinces, les communautés ne sont pas bien équipées pour entreprendre des actions de sensibilisation, tant au niveau du personnel que des ressources financières.

Le sous-financement a été mentionné par la majorité des informateurs-clés. En effet, même dans les communautés ayant la volonté d'accueillir la diversité et de promouvoir l'inclusion, le manque de financement peut empêcher la mise en place d'initiatives. Notamment, les organismes dédiés spécifiquement à l'accueil et à l'installation des immigrants d'expression française tendent à avoir des moyens limités.

Dans le cas des communautés historiques, leurs activités courantes ne sont pas nécessairement axées sur l'intégration de la diversité et il leur est difficile de changer de direction car leur financement suffit à peine à couvrir les activités existantes. **D'ailleurs le système de financement en silo ne permet pas d'intégrer des activités visant l'inclusion et la diversité dans leurs programmes car cela peut engendrer une perte de financement.**

Étant minoritaires, les communautés peuvent avoir du mal à attirer et à rassembler les populations immigrantes car leur offre ou leur capacité à permettre l'intégration et l'installation (par ex. logement,

emploi) est proportionnellement plus limitée que celle de la société anglo-dominante. Le manque de visibilité et de valorisation de la langue française a également été mentionné; les immigrants d'expression française et la communauté anglophone devraient être mieux informés de l'existence, du dynamisme et de l'importance des communautés francophones en situation minoritaire.

### ***Rôles des espaces et des réseaux/médias sociaux***

Pour les informateurs clés, les espaces francophones ont un rôle à jouer dans le rassemblement et le soutien de la communauté dans sa diversité. Ces espaces doivent refléter la diversité de la communauté et répondre aux besoins variés de la communauté. Par exemple, la mise à l'honneur de différentes cultures francophones lors d'évènements peut permettre de promouvoir la diversité mais aussi de rassembler l'ensemble de la communauté. En effet, les espaces peuvent faciliter une participation « personnalisée » selon les besoins et les intérêts divers des membres de la communauté tout en permettant des échanges interculturels ainsi que la création de liens interpersonnels et d'un sentiment d'appartenance communautaire.

Les informateurs clés ont tous parlé du rôle de leadership que les organismes porte-parole peuvent jouer dans la promotion de la cohésion communautaire. Ceux-ci doivent rassembler la communauté et aider à la création d'un consensus. En effet, les organismes porte-parole peuvent fédérer la communauté en veillant à l'élaboration d'objectifs communs et à la mise en œuvre de stratégies concertées et collaboratives.

*« Les organismes porte-parole dans les communautés, je pense qu'on a tous un rôle à jouer, mais je pense que c'est la responsabilité de tous et nous, comme organisme porte-parole, notre rôle c'est d'assurer que tous les organismes sont conscients qu'ils ont un rôle à jouer. Ce n'est pas juste une affaire [organisme porte-parole], ce n'est pas juste une affaire FCFA, c'est une affaire de tout le monde »* (Informateur clé 2).

Dans ce sens, si les organismes porte-parole ont un rôle important à jouer, la cohésion communautaire doit surtout être un projet de société. Tous les acteurs francophones doivent se mobiliser et prioriser cet enjeu. L'impact de l'action d'une institution est limité si elle n'est pas soutenue par les autres organismes et si elle n'œuvre pas dans un climat collaboratif.

Les informateurs clés ont également été interrogés sur le rôle des médias et des réseaux sociaux en lien avec la cohésion communautaire. Il semblerait que ce rôle soit ambigu. Certains informateurs clés trouvent que les médias sociaux tendent à remplacer les interactions réelles par des interactions virtuelles, ce qui tend à déshumaniser les relations dans la communauté. D'autres soulignent le rôle qu'ont pu jouer les médias sociaux dans l'organisation d'évènements communautaires. En effet, les médias et les réseaux sociaux facilitent une communication rapide vers un grand public, ce qui a permis de mobiliser la communauté lorsque ses intérêts étaient menacés (par exemple, lors des coupes

budgétaires concernant l'université de l'Ontario français).

*« Le 1er décembre dernier [organisme porte-parole] a sorti une note disant qu'on allait organiser 35, 40 manifs à travers la province [...] donc si c'était pas pour les médias sociaux je suis pas certain qu'on aurait réussi. Fait que moi je te dirais que oui [les médias sociaux] aident beaucoup à créer le sentiment de cohésion [...] » (Informateur clé 3).*

## **Résultats de l'étape 2 : Groupes de discussion avec des membres des communautés francophones**

Les résultats des neuf groupes de discussion sont présentés selon les cinq thèmes suivants : les espaces communautaires d'importance, le sentiment d'appartenance, les facteurs attrayants, les barrières à la participation sociale et à la cohésion communautaire, et enfin les facilitateurs de la participation sociale et de la cohésion communautaire. Pour chaque thème, la présentation des résultats est organisée par région (Ouest, Prairies, Centrale et Atlantique). Mais en premier lieu, nous présentons des définitions de la cohésion communautaire qui ont émergé spontanément lors des groupes de discussion du Grand Vancouver et d'Ottawa.

### ***Définir la cohésion communautaire***

Sans que la question leur soit explicitement posée, les participants du Grand Vancouver et d'Ottawa ont exprimé ce que la cohésion communautaire signifie pour eux. Dans le Grand Vancouver, les participants ont défini la cohésion communautaire en utilisant des termes tels que la solidarité. Pour eux, une communauté cohésive est une communauté rassemblée autour de points communs (entre tous les francophones en situation minoritaire), une communauté qui est bien représentée dans sa diversité et dont les droits sont défendus. Comme les informateurs clés, les participants ont affirmé que la cohésion communautaire passe par des partenariats autour de projets communs.

*« ... c'est une représentation du groupe dans son ensemble dans des situations où nos droits [...] doivent être bien représentés, où la communauté doit être représentée au-delà de ses bords aussi »  
« de se rassembler, tout ce qui est en commun quand on est francophone, étant donné qu'on est en minorité surtout, qui est très important » (groupe de discussion 1, Colombie-Britannique).*

**Pour les participants des groupes de discussion à Ottawa, la cohésion communautaire implique avant tout une ouverture de la part de tout le monde (tant du côté des francophones nés au Canada et plus établis, que de ceux qui sont issus de l'immigration ou qui sont arrivés d'une autre région canadienne) envers tous ceux qui s'identifient comme francophones. D'autre part, la cohésion communautaire comprend un accès à des opportunités, principalement des opportunités professionnelles et économiques, mais également des opportunités à participer au sein des organismes communautaires francophones.**

« ... si on crée des associations dans ce sens ... où il y aura tout le monde, les gens de différentes communautés, ça peut aider sur le sens en francophonie y'aura la culture c'est-à-dire des gens d'ici qui sont des franco-ontariens y participent, des gens nouvellement arrivés y participent parce qu'il faut que nous en tant qu'immigrants aussi on essaye d'apprendre la culture franco-ontarien [...] de l'intégrer, mais eux aussi qui sont là doivent aussi accepter notre différente culture et [...]c'est aussi au contact, c'est avec les associations je pense qu'il peut y avoir du contact où chacun va exprimer [...] la façon dont il voit les choses » (groupe de discussion 2, Ontario).

### **Espaces communautaires d'importance**

Dans le Grand Vancouver, les participants ont mentionné différents espaces francophones d'importance. La maison de la francophonie semble être un endroit phare de la communauté. Ce lieu a été le premier mentionné bien que les participants étaient plus ou moins familiers avec lui. Cependant, il a aussi été expliqué que la maison de la francophonie comporte principalement des bureaux de plusieurs associations francophones, mais en tant qu'espace il n'est pas assez accueillant et ne permet pas de se rassembler. Les écoles et les espaces mis à disposition par le conseil scolaire francophone ont également été mentionnés, même si certains pensaient qu'ils devraient être plus polyvalents pour ne pas attirer uniquement les élèves et les parents. Les médias sociaux (groupes, pages *Facebook*) semblent être des espaces importants pour les participants. Plusieurs pages internet francophones ou des listes de distribution leur permettent de rester en contact avec la communauté. Enfin, certains participants ont cité des espaces plus internationaux (par ex. l'Alliance française) ou ceux reliés à leur pays d'origine (les consulats). Le théâtre francophone a également été évoqué.

À Winnipeg, la plupart des participants considèrent que leurs principaux espaces communautaires relèvent du milieu de travail, du milieu familial, ainsi que du milieu des services à la communauté (les organismes, le bénévolat). Le milieu de travail est cité comme un espace important dans le sens où les participants le considèrent comme un environnement social dans lequel des relations se forment, mais aussi comme un environnement offrant des structures permettant l'implication dans des comités liés à une dimension de service. Tel est particulièrement le cas pour les professeurs dans le milieu universitaire, ainsi que pour les participants travaillant dans des organismes communautaires. Le milieu familial est cité comme un espace d'investissement important : « ça se passe aussi beaucoup dans le milieu familial, parce qu'après le travail, le vendredi c'est beaucoup de regroupements à la maison avec les compatriotes, avec les gens qui viennent de partout, beaucoup de visites aussi, des amis de mon fils qui viennent aussi pour le weekend » (Manitoba, groupe de discussion 3). Les participants ayant des enfants expriment leur investissement dans les espaces communautaires à travers eux, dans le sens où ce sont les activités scolaires et parascolaires des enfants qui engendrent une implication communautaire des parents aux niveaux social et de loisirs. Près de la moitié des participants parlent de l'importance de nombreux espaces communautaires dans leur vie, dans le cadre d'un engagement culturel, professionnel et politique :

*« ... mon implication dans la communauté francophone, elle est multiforme. J'ai trouvé une communauté qui vous donne une place à l'implication. Moi, chaque fois, soit on est venu me chercher, soit j'ai frappé à une porte et elle m'a toujours été ouverte pour m'impliquer. Donc, comment se fait cette implication ? C'est d'abord par le partage des savoirs. Chacun de nous a quelque chose en plus qu'il partage soit par la télévision, soit par la radio, soit par des conférences, soit par des tables rondes ainsi de suite. Deuxième implication, c'est au niveau du développement communautaire. C'est-à-dire implication dans les conseils d'administration, ainsi de suite » (groupe de discussion 2, Manitoba).*

Il en ressort que les espaces communautaires d'importance restent autant liés aux cadres familial et professionnel qu'aux structures communautaires établies. Ces espaces d'importance sont valorisés dans leur possibilité d'offrir un espace relationnel semi-structuré et structuré.

À Ottawa, les participants ont identifié un certain nombre d'espaces communautaires francophones importants. Les participants ayant immigré au Canada à l'âge adulte ont mentionné les écoles francophones qui jouent un rôle important pour l'éducation des enfants ainsi que leur milieu professionnel. Plusieurs participants travaillaient dans des institutions et des organismes francophones ou encore au gouvernement fédéral et à la Ville d'Ottawa – des milieux où ils pouvaient travailler en français. En ce qui concerne les jeunes, les écoles francophones qu'ils avaient fréquentées à leur arrivée leur avaient permis de poursuivre leur éducation en français, et la majorité avait ensuite décidé de poursuivre des études dans des institutions postsecondaires bilingues (l'Université d'Ottawa) ou francophones (la Cité Collégiale). Certains étaient impliqués dans des associations et des clubs étudiants ou avaient poursuivi des stages dans des organismes francophones dans le cadre de leurs études.

Plusieurs participants avaient contribué au développement des organismes communautaires francophones tels que l'Association des communautés francophones d'Ottawa (ACFO), le Richelieu International et dans une moindre mesure l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario (AFO). D'autres organismes ont aussi été mentionnés tels que la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et le Regroupement des étudiants francophones de l'Ontario (REFO). Certains faisaient du bénévolat dans divers espaces francophones, dont la bibliothèque municipale (en particulier la bibliothèque St. Laurent pour animer des groupes de conversation en français), le Conseil Économique et Social d'Ottawa-Carleton (une agence d'établissement francophone) et l'école francophone de leurs enfants. Enfin, certains participants ont dit être actifs dans des associations communautaires immigrantes liées à leur culture/pays d'origine et/ou des associations professionnelles francophones.

Dans le Grand Moncton, les participants ont mentionné différents espaces communautaires d'importance où immigrants et acadiens interagissent de manière plus ou moins harmonieuse. L'Université de Moncton en tant que milieu académique multiculturel est considérée comme un espace communautaire de la plus haute importance. On y étudie. On y travaille. On y noue des relations d'amitié ou des relations amoureuses. Le Collège communautaire (campus de Dieppe

devient aussi important que l'Université. Le marché de Dieppe est aussi une centralité acadienne et immigrante. Selon une participante, l'église constitue un espace communautaire inclusif pour les immigrants francophones :

*« Nous avons [...] un endroit où nous avons des interactions autant avec des immigrants qu'avec des Acadiens. C'est l'Église. Pourquoi? Parce que là, il n'y a pas de questions. Il y a une valeur commune et fondamentale qui réunit tout le monde. On met tout le monde d'accord sur un sujet très important. [...] C'est extrêmement multiculturel. Tout le monde sait bien pourquoi le voisin est là et c'est pour la même chose. Il y a même pas besoin d'en parler. Et là, de ce côté-là, voici un exemple d'interaction où c'est extrêmement hétérogène et en même temps homogène »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

### ***Sentiment d'appartenance***

Dans le Grand Vancouver, les ressentis des participants concernant le sentiment d'appartenance et l'accueil dans les espaces francophones varient, et semblent être reliés à certains marqueurs identitaires. Certains trouvent que la communauté est plus diverse et plus ouverte qu'auparavant. Par exemple, certains immigrants arrivés de longue date trouvent qu'il y a moins de divisions selon le pays d'origine. Ils se sentent les bienvenus dans les espaces francophones et apprécient l'opportunité de parler en français.

Des expériences d'exclusion ont été mentionnées et certains participants ont expliqué que leur sentiment d'appartenance variait d'un espace à l'autre. Par exemple, des immigrants récemment arrivés et appartenant à une minorité racisée ont dit se sentir traités différemment, avec plus d'exigence que les autres, dans certains espaces notamment professionnels. Cela a été corroboré par des membres canadiens de la communauté qui ont pu voir des divisions par pays (ou continent) d'origine dans la communauté.

*« Participant 1 : Oui parce que moi je suis venu [à Vancouver] seulement l'année passée, puis euh, quand je regarde à l'école, même si tout le monde est francophone, le milieu professionnel, mais les gens ils se tiennent souvent ensemble par préférence d'origine ou préférence ethnique, plein de choses se passent à l'intérieur de, de ça [...] si par exemple, à l'école moi je fais une erreur, ok ? Ça passe pas facilement, ça peut faire un gros problème. Si un autre d'une autre communauté fait la même erreur, ça va passer comme si de rien n'était [...] tu vas te rendre compte et c'est très frustrant [...]*

*Participant 2 : Oui, j'ai vu ça beaucoup, je suis aussi enseignante, je l'ai vu, souvent cette hiérarchie dans le milieu de l'éducation »* (groupe de discussion 1, Colombie-Britannique).

Certains participants ont aussi évoqué des expériences d'exclusion des personnes francophiles et des personnes dont le nom n'évoque pas une appartenance directe à la communauté francophone canadienne historique. Néanmoins, il a été reconnu que les francophiles sont importants pour la

communauté et que celle-ci doit leur être ouverte.

**Enfin, pour les participants, les espaces suscitant un sentiment d'appartenance sont des espaces sans jugement, où chacun peut se sentir chez soi permettent le développement de relations personnelles et d'amitié parmi les membres de la communauté et où la langue française est une fierté. Si les espaces propres aux pays d'origine sont importants, il doit également y avoir des espaces qui permettent une vie communautaire francophone au-delà des divisions raciales ou liées à l'origine.**

À Winnipeg, lorsqu'il est exprimé de façon positive, le sentiment d'appartenance à la communauté francophone relève de la présence du français dans une communauté centralisée (Saint-Boniface), l'existence d'une ville de taille humaine, la présence de la famille, le sentiment d'être bien accueilli par la communauté francophone, et l'existence de communautés ethnoculturelles :

*« Le Manitoba est une terre d'accueil. Il y a des petites communautés qui sont fermées pour des raisons historiques, mais aucune porte ne m'a jamais été fermée. Je me sens bien ici » (...) « Au Manitoba, je me sens encore africain [...] parce que ce sens communautaire dont on parle, c'est ici aussi ; je me sens chez moi partout où je vais » (groupe de discussion 2, Manitoba).*

La possibilité de ressentir un sentiment d'appartenance est menacée par des facteurs systémiques, linguistiques, identitaires et socio-historiques. Parmi ces facteurs, qui sont expliqués plus bas, on retrouve des expériences et des perceptions de discrimination, le communautarisme et les discontinuités culturelles :

*« ... si on se sent toujours les bienvenus? Ça dépend, en tant qu'immigrant, dans le milieu professionnel je pense, on s'impose. Je m'explique, quand c'est un sujet qui touche par exemple l'immigration, on se sent bienvenu parce que tu sens qu'on compte sur ton expertise, on veut que tu apportes quelque chose, tu te sens bienvenu. Mais quand ce n'est pas quelque chose qui touche directement l'immigration mais tu dois quand-même être là pour avoir une représentation, là tu t'imposes et tu fais de la place pour de l'immigration sinon, à la rigueur et tu te sens inutile et, il faut pousser pour être dans le débat pour avoir une place, là tu ne te sens pas bienvenu, alors même s'il y a des invitations formelles des fois, tu as le sentiment d'être une représentation plus qu'autre chose parce que on veut que tu sois là. On veut colorer le débat » (groupe de discussion 3, Manitoba).*

Ce participant ressent que son appartenance à la communauté dépend de sa capacité à y contribuer en qualité d'immigrant. Son apport est limité à certains domaines alors qu'il souhaiterait être considéré comme un membre de la communauté à part entière, et non pour tel ou tel marqueur identitaire distinctif.

À Ottawa, les participants ont exprimé divers points de vue au sujet de l'accueil et du sentiment d'appartenance, qui étaient parfois mitigés. La majorité a dit avoir vécu une expérience relativement

positive, dont un bon accueil au moment de leur arrivé. Ils avaient néanmoins fait face à plusieurs défis, notamment sur le marché du travail et en ce qui a trait à la reconnaissance des diplômes et des acquis professionnels étrangers. Pour ceux qui étaient arrivés depuis longue date, ils ont souligné l'absence de services pour les immigrants francophones à l'époque et ont remarqué que les conditions sont bien meilleures aujourd'hui avec l'existence de plusieurs organismes desservant les nouveaux arrivants en français.

La grande majorité des participants a affirmé que la présence de la francophonie à Ottawa contribue à leur sens de l'appartenance et à un sentiment de bien-être, car ils peuvent exprimer leur identité francophone et communiquer dans la langue de leur choix. En particulier, l'accès à l'éducation en français et la possibilité de travailler en français étaient les facteurs principaux contribuant à leur sentiment d'appartenance, et en règle générale les participants se sentaient bien dans les espaces communautaires francophones.

Par contre, les participants ont aussi discuté de plusieurs aspects négatifs. Ils ont affirmé qu'ils ressentent parfois un manque d'ouverture de la part de la communauté francophone et des membres établis, ainsi qu'un manque d'accueil et de soutien envers ceux qui sont venus d'ailleurs. De plus, certains ont des difficultés à développer des réseaux francophones et à avoir accès à des informations concernant la communauté.

*« Moi personnellement je me sens intégrée bien sûr mais genre, j'ai aucun ami purement franco-canadien, j'en ai jamais eu j'ai que des amis soit leurs parents ont immigré, soit eux-mêmes ils ont immigré avec leurs parents de première génération ou deuxième génération. Après je sais pas si j'aurais pu m'intégrer avec d'autres élèves qui étaient purement franco-canadiens parce que je trouve qu'il y a quand-même une vraie différence même pas par rapport à la francophonie mais vraiment culturellement »* (groupe de discussion 2, Ontario).

Dans les deux groupes de discussion, les participants ont parlé de certaines différences qui sont utilisées pour distinguer les francophones les uns des autres. Outre les différences de parler français et d'accent, un enjeu plus complexe a été soulevé en ce qui concerne les intersections entre divers marqueurs identitaires qui servent à distinguer les francophones entre eux selon le statut d'immigrant, de minorité visible ou ethnoculturelle et l'origine nationale.

*« ... je trouve que par rapport aux francophones qui arrivent ici ils (les membres établis) peuvent avoir un regard vraiment biaisé, moi si j'avais dit directement que j'étais sénégalaise je pense que j'aurais peut-être eu un accueil différent parce que moi aussi je suis française en fait donc j'ai l'impression qu'en tant que francophone de France, on est vraiment plus valorisé, les gens ont un regard différent. Après moi, on m'a toujours dit quand je faisais mes présentations genre « wow elle s'exprime trop bien » mais genre c'est vraiment qui est propre au regard des gens ici par rapport à la francophonie »* (groupe de discussion 2, Ontario).

Ceci étant dit, de manière générale, les participants s'identifiaient comme francophones et se sentaient bien à Ottawa et dans les espaces communautaires francophones.

Dans le Grand Moncton le sentiment d'appartenance de certains participants à la francophonie locale s'exprime par leur solidarité pour la défense du français et des acquis de la minorité francophone, des acquis mis en mal par le gouvernement conservateur minoritaire qui se maintient au pouvoir grâce au parti anti-bilingue et anti-francophone qu'est le *People's Alliance of New Brunswick*.

Certains immigrants expriment aussi leur indignation de voir des immigrants francophones, qui devraient renforcer la vitalité de la francophonie locale, mais choisissent de mettre leurs enfants à l'école anglophone. Aussi, selon une participante d'origine sénégalaise :

*« Je pense que si on va chercher, disons des immigrants francophones parce qu'on veut que Moncton soit plus représenté côté francophonie. C'est ces gens-là arrivent puis prennent la décision d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglophones ok. Moi personnellement ma lecture de ça je me dis il y a quelque chose qui ne va pas. Ils devraient amener les enfants à l'école francophone parce que c'est ça le but »* (groupe de discussion 2, Nouveau-Brunswick).

Le fait de travailler en milieu anglophone et d'avoir essuyé des refus d'embauche sur le marché du travail francophone ne semble pas favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance chez des participants, comme le souligne cette participante :

*« Dans ma vie quotidienne, elle (la francophonie locale) est assez peu présente. J'ai quelques interactions, par jour, en français auprès de prestataires de services, en particulier, comme la garderie, ou peut-être les amis, les parents d'amis de mes enfants, mais ça s'arrête là. Alors, je n'en connais pas la vitalité et l'étendue puisque moi [...], je suis professeure de français dans une école anglaise et je vis très peu d'interactions en français. [...] Dans ma réalité, la francophonie acadienne est assez peu présente »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

Selon des participants aux groupes de discussion, le sentiment d'appartenance peine à se développer à cause du déficit de représentation des immigrants dans les institutions acadiennes, municipales, provinciales et fédérales.

### **Barrières à la participation sociale et à la cohésion communautaire**

À Vancouver, le manque d'espaces adéquats et la distance géographique ont été mentionnés comme des barrières importantes à la participation sociale et la cohésion communautaire. En effet, les activités ont tendance à être centralisées et l'accès peut être difficile pour les personnes vivant loin des grands centres. Aussi, les communautés des villes avoisinant Vancouver ont moins de facilité à trouver des

espaces pour organiser leurs activités. Il a également été noté que si l'information permet la participation, le manque d'information sur ce que font les différentes associations francophones est une barrière. Or, les organismes manquent de moyens pour rejoindre et attirer l'ensemble de la communauté dans sa diversité et de par sa dispersion géographique.

Le style de vie à Vancouver peut également constituer une barrière à la participation et à la cohésion communautaire. En effet, la ville et ses environs sont attrayants mais le coût de la vie est élevé, ce qui peut engendrer des contraintes qui entravent la participation dans la communauté francophone ou qui découragent les membres de la communauté de s'installer à plus long terme. La communauté souffre de ce roulement de population et de ce manque d'attraction et de rétention des membres. Pour les participants, cela empêche la cohésion communautaire.

*« Je pense que c'est le fait que les gens viennent ici et restent pas nécessairement pour des années et des années. Donc ça bouge tellement que moi les gens que je connaissais, il y a 7 ans quand je suis arrivée, qui parlaient français, sont pas nécessairement ici encore, pour des raisons qui sont pas nécessairement reliées à la francophonie »* (groupe de discussion 2, Colombie-Britannique).

Les facteurs entravant le sentiment d'appartenance mentionnés plus haut, tel que les perceptions de la ségrégation par pays d'origine, les jugements portés sur différents accents ou l'exclusion des personnes francophiles, sont aussi des barrières importantes à la cohésion communautaire.

La communauté semble manquer de visibilité mais aussi de reconnaissance en Colombie-Britannique. Pour les jeunes, la diversité de langues parlées à travers la province peut sembler plus utile et légitime. Ce qui rend la transmission du français plus difficile. Il est alors important de s'assurer que les programmes d'éducation ainsi que les activités dans la communauté suscitent leur intérêt et leur sentiment d'appartenance à la communauté. De plus, cela pourrait encourager la participation de leurs parents.

À Winnipeg, les participants reconnaissent qu'il y a eu de nombreux progrès quant à la cohésion sociale, mais font valoir le fait que de nombreuses barrières subsistent. Ces barrières relèvent de facteurs systémiques, identitaires, culturels, linguistiques, psychologiques et socio-historiques.

Les principaux facteurs systémiques cités qui entravent la cohésion sociale sont la perception d'une 'instrumentalisation' de l'immigrant, le manque de réciprocité interculturelle et la discrimination. Or, au chapitre de l'instrumentalisation, l'objectif de l'immigration canadienne est d'assurer la prospérité du Canada. C'est-à-dire qu'ils ne sont sélectionnés et accueillis que dans la mesure où ils peuvent contribuer à la société canadienne. En ce qui concerne l'immigration francophone, certains participants de cette étude ont dit avoir l'impression d'être perçus comme un moyen de revitaliser, voire de sauver, la francophonie. De nombreux participants issus de l'immigration expriment leur perception d'un manque de réciprocité interculturelle, dans le sens où la communauté d'accueil est parfois perçue comme peu

réceptive à la différence :

*« Nous tous immigrants, on laisse une chose, que tu sois une femme, que tu sois un homme blanc, noir, on laisse quelque chose à la porte avant de rentrer. Pourquoi ? Parce qu'il y a toujours des résistances au changement, il y a des résistances à la nouveauté. » « Il faut se battre pour être accepté » « il faut se poser la question : est-ce qu'on est acceptés ou tolérés ? » (groupe de discussion 1, Manitoba).*

Aux barrières systémiques s'ajoutent des facteurs identitaires et personnels qui peuvent eux aussi entraver le sentiment d'inclusion. Ces facteurs identitaires deviennent des barrières lorsqu'il s'agit de marqueurs identitaires minoritaires :

*« Est-ce qu'on est si on est francophone du Manitoba, est-ce qu'on est aussi accepté qu'un franco-manitobain ? » (...) « c'est vraiment une barrière pour moi, pour avoir cette acceptation, ou sentir que quelque chose va arriver que ça soit au plan professionnel, ou que ça soit au plan social [...] » (groupe de discussion 3, Manitoba).*

Les discontinuités culturelles et la perception de la communauté d'accueil comme morcelée et individualiste sont citées comme des barrières à la cohésion sociale : *« C'est une société individualiste. On part d'une société collectiviste vers une société individualiste » (groupe de discussion 3, Manitoba).*

Autant la présence du français constitue un facteur motivant et attrayant, autant cette même présence du français peut être parfois associée à des sentiments négatifs, voire traumatisants. En effet, les participants reconnaissent le français comme une langue qui symbolise une certaine unité, voire solidarité, mais cette unité reste fragile dû au contexte historique qui a vu le français marginalisé et incriminé pendant de nombreuses années. Il en résulte une perception d'un certain repli sur soi de la communauté franco-manitobaine : *« la communauté se replie parfois sur elle-même, c'est un élément de survie dans l'adversité » (groupe de discussion 2, Manitoba).* Cela dit, les participants reconnaissent qu'il y a une certaine tension entre une tendance au repli sur soi et une tendance à l'ouverture à l'autre :

*« Maintenant c'est le moment de desserrer l'étau. Ouvrir les vannes pour que cette francophonie que les gens ont défendue à travers disons, des siècles, puisse maintenant rebondir. Et c'est pour cela que toute la question de l'agrandissement de l'espace francophone a été pour moi un exemple extraordinaire pour tous les francophones du Canada d'agrandir et de voir partout où il y a potentiellement des francophones qui peuvent participer, quelle que soit leur origine » (groupe de discussion 2, Manitoba).*

Par ailleurs, la langue française peut aussi représenter une source de souffrance, en particulier dans le cas de la colonisation :

*« Le français c'est du colonisateur pour moi. Elle n'est pas forcément valorisante pour moi parce qu'on m'a toujours dit que je dois toujours bien parler le français. Mais ma francophonie a pris la valeur seulement que quand je me suis relié à un groupe minoritaire ici au Canada. Je suis devenue importante*

*parce que je fais partie d'un groupe minoritaire qui cherche à faire une place »* (groupe de discussion 3, Manitoba).

Cependant, d'autres participants reconnaissent, sans pour autant défendre la colonisation, que le français a pu être une langue commune pour certaines sociétés africaines. En somme, les sentiments associés à la langue française dépendent de l'histoire, du vécu et de la perception de chacun.

Les participants d'Ottawa ont parlé de plusieurs barrières, dont certaines qui représentent des enjeux complexes. Pour commencer, ils étaient plusieurs à parler des défis que confrontent les nouveaux arrivants, notamment les travailleurs qualifiés, par rapport au manque de reconnaissance des acquis et le fait que malgré leur niveau d'éducation il est souvent attendu qu'ils retournent aux études. Un autre problème mentionné était la situation minoritaire du français et que l'anglais est absolument nécessaire pour trouver un emploi, un défi supplémentaire pour les nouveaux arrivants francophones. Or, certains participants ont affirmé que cette réalité linguistique n'est pas clairement communiquée depuis l'extérieur, ce qui donne lieu à d'importantes déceptions et des barrières non anticipées pour certains immigrants. L'invisibilité de la communauté francophone et les difficultés auxquelles les nouveaux arrivants se confrontent pour obtenir des informations à son sujet furent également citées.

Lors des groupes de discussion, un nombre de défis plus spécifiques furent soulevés. Il est question, notamment d'une perception de manque de soutien de la part des communautés francophones établies envers les immigrants francophones et surtout les besoins spécifiques des communautés issues de l'immigration (par ex. un manque de services et de programmes en français pour soutenir les jeunes francophones racisés qui ont des démêlés avec la justice), ainsi qu'un manque de ressources communautaires pour pouvoir répondre à ces besoins. Selon certains, les immigrants francophones se voient isolés et sont laissés à eux-mêmes pour s'en sortir. En particulier, les participants ont mis l'emphase sur le manque de ressources et de services destinés à soutenir les professionnels francophones dans leur développement de carrière. Ils ont parlé de difficultés à accéder à un réseau de professionnels francophones, un manque de mentorat pour les guider ainsi qu'un manque d'opportunités, voire une certaine exclusion des opportunités économiques qui existent.

Plus généralement, les participants ont exprimé un sentiment d'exclusion et de manque d'ouverture de la part des institutions francophones et de la communauté francophone plus large, tant au point de vue de l'accueil envers les immigrants francophones que de leur intégration économique, sociale et culturelle. De plus, plusieurs ont parlé d'un problème au niveau des représentations et des discours dans le sens où les immigrants francophones sont généralement dépeints comme ayant des besoins, sans reconnaître le fait qu'avec le temps ils réussissent à cheminer et à avancer dans la société canadienne. Quelques participants ont parlé du fait que le potentiel des immigrants en tant que professionnels n'est pas reconnu. Au contraire, on ne fait appel à eux que lorsqu'il s'agit de parler d'enjeux liés à l'immigration ou pour des célébrations culturelles, mais non pas en tant que professionnels avec des expertises dans leur domaine.

Ceci dit, certains participants ont aussi reconnu que les immigrants ont parfois tendance à s'isoler et à se regrouper entre eux dans leur communauté sans non plus faire l'effort de développer des contacts avec les francophones déjà installés. Cette citation illustre les liens entre ces enjeux complexes :

*« En fait tout ça part de l'accueil si on veut vraiment parler de l'immigration francophone, il y a pas d'accueil, tout le monde arrive et se débrouille et on tombe justement dans 'bienvenu au Canada', mais bienvenu où ? Le pays est ouvert mais les métiers sont fermés. Donc ça prendrait que les gens soient accueillis dans la communauté et que tous les défis soient vécus non pas individuellement mais avec la communauté, l'inclusion passe d'abord par l'identification et la compréhension de qui tu es »* (groupe de discussion 2, Ontario).

Dans un autre ordre d'idées, les participants ont discuté de plusieurs enjeux liés à la langue et aux politiques linguistiques. Outre le défi de l'anglais pour les nouveaux arrivants francophones, plusieurs enjeux ont été soulevés concernant l'utilisation du français, dont le manque de services en français comparé à l'éventail de ceux disponibles en anglais. Enfin, les participants ont touché aux enjeux du bilinguisme asymétrique qui est prévalent dans la région d'Ottawa – tant dans la pratique de la vie de tous les jours, que dans les milieux du travail (notamment à la fonction publique au gouvernement fédéral) et dans les institutions postsecondaires. En général, les participants étaient satisfaits et appréciaient le fait de pouvoir vivre en utilisant la langue de leur choix et de pouvoir pratiquer les deux langues. Cependant, ils ont noté un éventail d'enjeux concernant la mise en pratique du bilinguisme qui n'opère pas toujours selon leurs besoins. Théoriquement, l'accès à des services francophones et la possibilité de parler français devraient être garantis par le bilinguisme officiel ; en revanche, la mise en pratique de ces principes reste irrégulière et inégale. Ceci fut surtout le cas en termes de l'accès à l'emploi dans la fonction publique ainsi que de l'accès et la qualité de l'éducation en français au niveau universitaire.

Même dans une Acadie au potentiel « intégrateur » non négligeable, il existe des barrières à l'inclusion de la diversité et à la cohésion communautaire. Un participant acadien pense qu'une de ces barrières réside dans l'absence de définition d'un projet de société pour une Acadie moderne et inclusive. Pour lui, l'Acadie du Nouveau-Brunswick a privilégié la judiciarisation de la question linguistique et le recours aux tribunaux au détriment d'un projet de société inclusif de la diversité.

*« [...] si en parallèle de tous ces recours devant la justice on avait développé un projet de société une vision de ce que doit être une Acadie moderne, une francophonie accueillante, un dynamisme par rapport à notre situation, nos droits, notre culture, par rapport à la communauté anglophone. [...] Peut-être qu'on aurait fait un bout de chemin, mais je pense qu'on a manqué à ce niveau-là et on s'est rabattu presque entièrement sur les tribunaux et les juristes pour faire valoir nos droits là. On finit avec des décisions des tribunaux sans projet de société »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

L'absence de cohésion sociale a comme principale cause la fragmentation et la ségrégation au sein de la francophonie locale. Il existe de fortes tendances au regroupement selon des affinités ethniques ou nationales. En conséquence, on assiste à la juxtaposition de diverses francophonies, malgré leur proximité spatiale. Une participante en donne la description suivante : « [...] on dirait que c'est une tranche napolitaine, cette francophonie. Il y a des couches de différentes francophonies et finalement on ne mélange jamais les produits ensemble » (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

Des divisions au sein de la francophonie locale seraient dues à plusieurs facteurs. La tendance au repli des immigrants qui se regroupent par nationalités, mais aussi la longue habitude de repli sur soi des communautés acadiennes. Un participant acadien avance sa propre explication :

*« Il peut y avoir plusieurs explications qui font que la société acadienne est probablement aujourd'hui un peu refermée sur elle-même. [...]. Mais il y a des Acadiens, qui peut-être sont un peu intimidés par le niveau de langue des francophones qui viennent de l'étranger. Je ne dis pas tout le monde, certains. Il y en a d'autres qui peuvent possiblement avoir une certaine peur ou une certaine incompréhension par rapport aux cultures des autres francophones, venus d'ailleurs. Ce sentiment d'insécurité vient du fait qu'on a été, comme peuple, isolé dans nos communautés »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

Pour une participante immigrante, le fait d'avoir le français comme langue commune ne suffit pas à éradiquer la fragmentation de la francophonie locale. Celle-ci est causée par des différences culturelles :

*« Le langage sert de véhicule, mais les différences culturelles sont présentes. Donc on a parlé du français qui pouvait être intimidant ou pas selon les personnes à qui on s'adresse. Mais les différences culturelles sont là. Il y a souvent je trouve une mauvaise compréhension de la part des migrants comme nous puisqu'on parle français on est les mêmes. C'est une erreur. On ne rit pas des mêmes choses. Rire, c'est une composante culturelle très importante notamment en Belgique. On ne rit pas des mêmes choses. On ne partage pas les mêmes choses »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

Un certain nombre de participants a vécu un choc culturel lors de leur accueil dans la communauté francophone. En effet, la notion d'accueil et le rôle de l'hôte varient selon la culture et cela peut créer des attentes et de l'incompréhension. Par exemple, certains immigrants, surtout ceux originaires d'Afrique, ont eu le sentiment de vivre une inversion des rôles entre « l'hôte et l'autre ». Aussi pour une participante d'Afrique subsaharienne :

*« En Afrique, quand tu viens en tant qu'invité, c'est celui qui t'accueille qui te montre les choses : ça c'est la cuisine. Ça c'est une toilette, etc. Si on ne le fait pas, c'est comme si on ne veut pas recevoir l'invité. Donc c'est la même culture partout en Afrique. Alors l'Africain quand il vient ici, il s'attend à la même chose des Canadiens. Mais ce n'est pas ce qui arrive. Les Canadiens [...], ce n'est pas leur culture. [...] C'est toi, tu dois aller vers eux » (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).*

Selon une participante européenne, habituée à vivre dans une francophonie minoritaire en lutte pour préserver ses acquis, la fierté acadienne est compréhensible du point de vue intellectuel. Les Acadiens, en tant que communauté minoritaire, doivent se battre pour préserver leur culture et leurs droits linguistiques. Toutefois, cette lutte et cette fierté peuvent parfois ne pas être inclusives de la francophonie en provenance de l'international.

### **Facteurs attrayants**

Les participants dans le Grand Vancouver ont mentionné différents facteurs attrayants qui les poussent à participer dans la communauté francophone. Par exemple, les espaces francophones permettent aux participants de rencontrer des gens, de faire du réseautage et d'échanger en français. Les participants ont dit que ce réseautage avait été utile à leur intégration à Vancouver. D'une part, il était important pour les participants d'avoir des amis qui parlent français et, de l'autre, ce réseautage peut faciliter la recherche d'emploi.

Les participants apprécient de prendre part aux événements de la communauté francophone et la participation tend à avoir un effet « boule de neige » : plus les participants assistent aux événements, plus ils sont au courant des prochains événements et ont du plaisir à y venir car ils connaissent de plus en plus de monde.

Les attitudes des participants envers la communauté sont tout de même variées et parfois ambivalentes. Certains ont recherché à prendre contact avec la communauté francophone ou ont consulté des médias en français (journal, radio) dès leur arrivée à Vancouver, parfois par amour pour la langue française. En revanche, d'autres participants ont raconté qu'ils avaient voulu éviter la communauté francophone dans un premier temps, car ils pensaient que cela ralentirait leur apprentissage de l'anglais et que leur intégration serait restreinte à la communauté. **Toutefois, ces participants qui n'avaient pas souhaité connaître la communauté au début, ont dit qu'ils avaient ensuite ressenti un vide et avaient apprécié rencontrer des personnes ayant une culture ou bien des expériences similaires aux leurs.**

*« Au début, j'évitais les francophones donc j'allais pas aux soirées beaujolais nouveau, aux soirées du consulat ou au théâtre en français, que maintenant j'adore, j'adore. Mais au début non, j'évitais tout ça, je voulais découvrir la culture qui est quand même plus asiatique ici, donc j'allais à beaucoup de festivals ou même juste de restaurants, j'essayais tout et n'importe quoi et avec le temps je pense que je me suis mis petit à petit à chercher des – je sais pas si c'est culturellement j'avais besoin de personnes qui ont*

*grandi en France ou au Québec (...) oui, je sais pas il y a quelque chose vraiment qui me manquait » (groupe de discussion 2, Colombie-Britannique).*

Peu de participants ont dit avoir choisi de vivre ou de rester à Vancouver seulement pour sa communauté francophone. Cependant, il est intéressant de noter qu'une participante a dit que cela influencerait ces choix futurs étant donné qu'elle souhaite avoir des enfants et de les scolariser en français. Pour cette personne, il sera important de vivre près d'une école francophone.

Les facteurs attrayants liés à la communauté francophone du Manitoba relèvent des aspects suivants : un projet d'immigration faisable, une motivation économique (avoir un emploi) ; une motivation linguistique (la présence du français) ; et une perception positive de la communauté d'accueil. La plupart des participants issus de l'immigration ont choisi le Manitoba pour la présence du français dans la communauté, ainsi que pour les possibilités d'emploi. Certains participants étaient simplement à la recherche d'une nouvelle aventure, alors que d'autres cherchaient le refuge et la possibilité de vivre en sécurité :

*« Le français était dans notre décision et il a toujours été question de mettre les enfants dans les écoles de la DSFM [Division scolaire franco-manitobaine]. Pas question de les mettre en immersion » (...) « le fait que le Manitoba a une économie assez stable. Il n'y a pas énormément assez d'emploi mais il n'y a pas aussi une perte d'emploi non plus » (...) « Une des raisons pour lesquelles moi, j'ai toujours voulu rester ici, c'est que je me suis sentie en sécurité physique. Je venais d'un pays où ça avait été très violent. Et pour moi, c'était extrêmement important de pouvoir marcher le soir dans la rue, et pas penser que j'allais me faire taper dessus et c'est ce qui a fait la différence pour moi au départ » (groupe de discussion 1, Manitoba)*

La communauté francophone du Manitoba reste donc perçue comme une terre hospitalière, avec comme principaux facteurs de soutien, les dimensions économique, linguistique et de stabilité.

Pour la majorité des participants en Ontario, le facteur le plus attrayant de la ville d'Ottawa en général et des espaces communautaires francophones est le fait qu'ils peuvent parler français dans la vie quotidienne, travailler et étudier en français, recevoir des services en français et donc maintenir leur connaissance de la langue. Quelques participants ont affirmé que leur participation à l'école de leurs enfants permettait de rencontrer d'autres francophones.

Pour plusieurs, la participation dans des organismes francophones est un moyen de mieux connaître la communauté francophone. Dans cette citation qui suit, une participante (qui est arrivée à Ottawa comme jeune adolescente) explique que son implication dans les sites et organismes communautaires francophones lui a permis de mieux comprendre les enjeux de la francophonie ontarienne, mais également de développer son réseau et ses opportunités professionnelles :

*« La Cité se vend comme le premier collège francophone de l'Ontario donc c'était intéressant de la voir vraiment impliquée dans tout ce qui est francophonie ontarienne, etc. [...] c'est là que j'ai découvert tout le système en mode immigration francophone. Comme vous avez dit la plupart du temps y'a certaines personnes qui aiment bien rester tout le temps ensemble et qui oublient de s'inclure au sein même de cette société et d'avoir un certain pouvoir pour justement être en mode prendre des décisions qui vont pouvoir les impacter eux mais aussi impacter les prochaines générations. C'est vraiment comme à l'école que j'ai vu ça [...] c'est à partir de La Cité que j'ai créé mon réseau et c'est justement dès que j'ai fini La Cité [...], j'ai fait en sorte de bâtir ma carrière dans tout ce qui est ces milieux communautaires, francophone tout ce qui est franco-ontarien et tout [...] c'est quand on est jeune, on absorbe vraiment tout facilement donc l'école francophone moi, ça m'a aidée »* (groupe de discussion 2, Ontario).

Enfin, quelques participants ont parlé du fait que la participation dans les organismes francophones peut permettre de représenter la voix et les intérêts des immigrants francophones, et donc de sensibiliser la communauté francophone au sujet de leurs besoins. Un participant a fait part des résultats de son implication qui lui a permis de mobiliser les communautés francophones pour développer des services et des organismes qui desservent les nouveaux arrivants :

*« Je participais à une rencontre d'immigrants et c'est là que j'ai pu apprendre que j'avais bien lu à propos de cet organisme existait très bien, c'est là où l'on m'a indiqué là où se trouve le bureau, j'ai pu prendre contact, [...] l'ACFO régional d'Ottawa-Carleton. C'était pas quelque chose de très connu et le premier projet d'étude de faisabilité pour les services d'orientation, les besoins pour les immigrants c'est le tout premier projet c'est moi qui l'ai initié et à travers l'ACFO [...], j'ai amené presque toutes les différentes communautés autour de la table parlant de l'immigration pour pouvoir régler ce problème »* (groupe de discussion 1, Ontario).

Dans le Grand Moncton, malgré un déficit de représentation de la diversité au sein des institutions locales, les participants avancent plusieurs raisons encourageant leur participation à la vitalité de la francophonie de l'Acadie. L'existence d'une communauté francophone bien implantée grâce au bilinguisme officiel est soulignée à plusieurs reprises. La ville de Dieppe, francophone par excellence, déploie des efforts considérables afin d'attirer et d'intégrer les nouveaux arrivants. Elle organise régulièrement des festivals (dont afrofest), des activités de patinage ainsi que des expositions.

Les participants notent l'existence de centralités francophones multiculturelles comme l'Université de Moncton, le marché de Dieppe et le Collège communautaire où les interactions se déroulent de manière respectueuse.

Il faut noter que pour certains immigrants qui répugnent à vivre dans les grands centres urbains ou dans les très petites communautés, le Grand Moncton est une ville à taille humaine. Ils peuvent y conserver un certain anonymat tout en étant proches de la campagne. Ces immigrants ont choisi

l'Acadie pour sa qualité de vie et son caractère paisible et sécuritaire. Ils veulent vivre en français tout en fournissant à leurs enfants le capital linguistique que représente l'acquisition de l'anglais.

### ***Facilitateurs de la participation sociale et de la cohésion communautaire***

Selon les participants de Vancouver la cohésion communautaire est facilitée par l'accès à des espaces physiques, par exemple ceux mis à disposition par le conseil scolaire francophone, qui sont importants pour permettre l'organisation d'évènements rassembleurs : « ... *les espaces que le conseil scolaire francophone est en mesure d'offrir dans ses écoles. Ça c'est très, c'est primordial dans la communauté ...* » (groupe de discussion 1, Colombie-Britannique).

Les écoles semblent être des lieux importants pour la cohésion communautaire. Ils permettent le rassemblement des parents et enfants francophones. Néanmoins, il est nécessaire d'encourager leur participation au-delà de l'école, dans la communauté plus large, notamment en donnant de l'information sur les différents organismes francophones. L'accès à l'information est important pour permettre la participation. Par exemple, la publication d'un annuaire francophone semble aider les participants à se maintenir au courant des activités de la communauté, bien que certains aient dit ne pas avoir eu connaissance des éditions récentes de cet annuaire.

Les espaces virtuels tels que les pages internet de différentes associations et les pages *Facebook* ont également été mentionnés. Ils permettent aux membres de la communauté de communiquer entre eux, d'échanger des conseils et des informations qui peuvent ensuite susciter la participation dans les sites physiques de la communauté et la rencontre en personne.

Le respect de la diversité linguistique ou ethnique dans les sites communautaires est un autre facteur important pour soutenir la cohésion communautaire. Par exemple, un participant a mentionné l'importance de respecter les différents accents des membres de la communauté et de ne pas montrer de jugement.

Enfin, la langue française semble susciter l'intérêt d'un public plus large, comme en témoigne le nombre croissant d'inscriptions dans les programmes d'immersion française, ainsi que la participation des anglophones lorsque les activités communautaires sont offertes en français et en anglais. Les participants ont insisté sur la nécessité de s'ouvrir le plus possible à toute personne intéressée par la langue française et de soutenir sa participation.

A Winnipeg, les participants expriment de l'optimisme quant à la possibilité d'améliorer la cohésion sociale et la participation communautaire : « ... *toute la question de l'agrandissement de l'espace francophone a été pour moi un exemple extraordinaire pour tous les francophones du Canada d'agrandir et de voir partout où il y a potentiellement des francophones qui peuvent participer, quelle que soit leurs origines* » (groupe de discussion 2, Manitoba).

Selon les participants, les éléments susceptibles de contribuer de façon positive à la cohésion sociale englobent un éventail d'actions possibles, dont la sensibilisation de la communauté d'accueil à la situation des immigrants, une connaissance de l'histoire de la francophonie au Manitoba, la mobilisation des organismes fédérateurs, ainsi que la transparence et l'équité en ce qui a trait aux procédures d'établissement (par exemple, les problèmes liés à la validation des acquis). Les participants considèrent que les efforts de dialogue interculturel entre la communauté d'accueil et les immigrants doivent se poursuivre, de sorte que chacun comprenne avec empathie et engagement la réalité de l'autre, c'est-à-dire autant les défis des immigrants en matière d'intégration et d'acceptation, que les défis de la communauté d'accueil en matière de résilience face à la survie de leur langue :

*« L'éducation, la sensibilisation, la promotion, l'identité eh, on a parlé de l'identité eh, intégrer ce que c'est l'histoire francophone, manitobaine mais intégrer aussi d'autres éléments de la francophonie représentatifs de toutes les couches qui sont en train de se bâtir. On ne peut plus qu'à un moment donné, on pourra plus parler que l'histoire métisse ou Louis Riel, on va devoir parler de tout le monde, de Senghor, d'Aimé Césaire, de la négritude, de la colonisation, de l'affranchissement de l'Afrique »* (groupe de discussion 2, Manitoba)

*« La question de cohésion, ne peut pas faire l'économie d'une réflexion historique. Si les nouveaux arrivants peuvent apprendre l'histoire de la communauté francophone, ils vont avoir tout un autre regard »* (groupe de discussion 2, Manitoba).

Par ailleurs, les participants affirment que la cohésion sociale dépend beaucoup des organismes fédérateurs :

*« Mais le rôle majeur, ça doit être joué par des leaders, parce que ces leaders-là sont dans des positions d'influencer les politiques quand ils agissent. » (...)* *« ... le rôle de ces organismes-là je pourrais le situer à trois niveaux. Au niveau macro, c'est-à-dire fédéral avec FCFA, au niveau méso, c'est-à-dire le rôle de concertation, c'est le rôle que joue RIF et puis maintenant au niveau micro, ce sont les organismes qui livrent le service »* (groupe de discussion 2, Manitoba).

Les participants d'Ottawa ont parlé de la présence de la francophonie ainsi que du bilinguisme et de la diversité de la ville comme étant les facilitateurs les plus importants pour leur participation sociale et pour la cohésion communautaire. En particulier, plusieurs participants ont affirmé que la possibilité de mettre leurs enfants à l'école en français avait été un grand avantage. Pour les jeunes issus de l'immigration, faire sa scolarité en français avait facilité leur adaptation et intégration, leur avait permis d'apprendre à connaître les normes et les valeurs locales et plus généralement à se sentir bien dans la communauté francophone. Ils ont aussi apprécié la possibilité de poursuivre leurs études postsecondaires en français pour se familiariser avec les institutions et les organismes

francophones et développer un réseau. Plusieurs participants ont souligné qu'il existe beaucoup de ressources pour les francophones dans le cadre de l'Université d'Ottawa, mais qu'il s'agit parfois de mieux communiquer l'information concernant leur existence pour qu'ils puissent vraiment profiter de les utiliser. Les stages que l'Université offre aux étudiants dans des organismes francophones étaient aussi considérés des facilitateurs.

Par ailleurs, les participants concordaient sur l'importance d'avoir accès à des informations sur la communauté francophone et de bénéficier d'un réseau large pour être au courant des activités qui ont lieu et donc inciter l'intérêt et la participation. Pour plusieurs, le fait d'avoir été bien reçu et d'avoir des amis qui les ont soutenus et qui les ont préparés à participer a grandement facilité leur implication dans des organismes francophones. Dans plusieurs cas, cette participation a ensuite donné lieu à d'autres opportunités, dont la possibilité de sensibiliser les francophones établis au sujet des besoins des immigrants et de leurs communautés, ainsi que d'obtenir leur appui pour la création d'organismes et de services pour les nouveaux arrivants francophones. Selon certains, l'existence de petits organismes et divers groupes qui offrent une gamme d'initiatives intéressantes contribue également à faciliter la participation et le développement communautaire. Enfin, certains participants pensent qu'il est important de s'impliquer dans des activités en français mais également en anglais pour élargir son réseau et ainsi avoir la possibilité d'aussi pratiquer son anglais.

À Moncton, les participants considèrent de manière quasi unanime que l'école est un facilitateur de la participation sociale et de la cohésion sociale. En effet, les enfants des immigrants s'y épanouissent généralement, comme le souligne cette participante :

*« ... nos enfants sont ravis de leur expérience à l'école française. Ici, ils sont enchantés, s'épanouissent complètement. Ils aiment ça. Leur exposition à la culture est formidable. Donc, l'école fait un très bon job avec les enfants. Ça quand même, c'est une force aussi »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

Mis à part l'école, Centraide (organisme à but non-lucratif) organise des fêtes de quartier que des participants apprécient puisque favorisant le rapprochement avec le voisinage. La ville de Dieppe est appréciée pour son caractère francophone, mais aussi grâce aux activités de loisirs inclusives qu'elle organise. Les participants ont aussi tenu à souligner le leadership de la mairesse de Moncton en termes d'inclusion de la diversité. Cette dernière s'intéresse surtout à la rétention et à l'inclusion des étudiants internationaux. Aussi selon une participante :

*« ... la ville de Moncton est quand-même championne dans certaines initiatives. [...] Je pense que c'est grâce à un leader qui croit vraiment dans ce qu'elle est en train de dire. [...] Si vous avez déjà rencontré ou discuté avec Dawn Arnold, la mairesse. Tout ce que tu dis, elle croit vraiment dedans. Elle donne l'exemple. [...] Elle invite toujours 15 à 20 étudiants internationaux, le 25 décembre, à venir manger chez elle avec sa famille. Et je dis toujours allez voir dans d'autres villes quel genre de maire qui va littéralement inviter les immigrants ou les étudiants à venir manger chez elle »* (groupe de discussion 1, Nouveau-Brunswick).

## RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER LA COHÉSION COMMUNAUTAIRE

Nous présentons une série de recommandations basées sur les propos des participants aux étapes 1 et 2 de la collecte de données que nous avons analysées et ensuite synthétisées. De nombreux défis viennent entraver la participation communautaire, le sentiment d'appartenance et donc la possibilité d'une cohésion sociale. Ces barrières sont d'ordre systémique (discrimination), culturel (discontinuités culturelles), identitaire (marqueurs minoritaires), social (relation à l'autre) et parfois linguistique (le français vécu comme la langue de colonisation). Les participants et informateurs clés s'accordent sur le fait qu'il y a eu de nombreux progrès en matière de développement de services et d'inclusion de la diversité ethnoculturelle dans les espaces communautaires francophones. Cela dit, ils indiquent également que des efforts restent à fournir au niveau de l'offre de services et des ressources communautaires, de l'intégration économique des immigrants, de la diversité des activités, de la visibilité des CFMS, de la diffusion de l'information, de l'acceptation de l'autre dans toute sa différence, ainsi que des collaborations entre toutes les parties prenantes pour une véritable possibilité de réciprocité culturelle et de cohésion sociale.

Il est important de noter que bon nombre des recommandations ci-dessous nécessitent des moyens financiers. Le manque de financement a été identifié comme une difficulté majeure par tous les informateurs clés et dans certaines discussions de groupe. Enfin, nous souhaitons souligner que ces recommandations ne sont pas présentées dans un ordre particulier et aussi qu'elles sont complémentaires entre elles; si elles sont entreprises simultanément, elles peuvent renforcer l'impact les unes sur les autres.

### 1. Favoriser l'accueil et le soutien communautaire pour les immigrants

Tous les participants ont reconnu qu'il existe maintenant un éventail de services en français qui soutiennent les nouveaux arrivants francophones à leur arrivée. Il reste néanmoins que l'installation représente une expérience difficile pour beaucoup et qu'il faut maintenir les efforts pour soutenir les immigrants dans leur cheminement. Il est important de reconnaître aussi que l'effort de l'accueil doit sans cesse être renouvelé, car chaque vague de nouveaux arrivants peut avoir des besoins particuliers. De plus, le défi demeure que le type et la durée des soutiens peuvent varier grandement selon les individus et les groupes. Il faudrait alors plus de ressources communautaires pour le renforcement des capacités de sorte à non seulement soutenir les communautés qui ont des besoins très spécifiques pour lesquels elles requièrent un soutien ciblé (par ex. des jeunes qui ont des démêlés avec la justice), mais aussi pour leur permettre de développer les outils dont elles ont besoin et la capacité à se prendre en charge.

## 2. Pousser encore davantage l'ouverture, l'inclusion et les échanges interculturels

Les informateurs clés et les participants dans tous les sites ont mentionné l'importance d'avoir des activités permettant la rencontre pour mieux se connaître et se comprendre. A Ottawa, les participants ont suggéré la création d'associations culturelles qui pourraient encourager les rencontres et les échanges. A Vancouver, il a été proposé d'avoir des activités régulières plutôt que ponctuelles pour permettre aux membres de la communauté de créer des liens avec des personnes au-delà de leur communauté d'origine. Les participants de Winnipeg ont dit que ces initiatives devaient avoir lieu tant au niveau microsocial des relations humaines qu'au niveau macrosocial des organismes investis dans la politique publique. Enfin, à Moncton, le besoin de rassembler les membres de la communauté de toutes cultures et toutes classes sociales a été mentionné.

Il s'agit d'éviter l'enclavement ou la ghettoïsation et de favoriser le contact entre membres de la communauté pour que celle-ci et chacun de ses membres puissent s'épanouir et s'enrichir de la diversité de la francophonie. Les opportunités de rencontres et d'échange sont particulièrement importantes entre les immigrants et les personnes installées depuis plus longtemps, car elles permettent d'apprendre à connaître et de comprendre les histoires, les cultures, les langues, les expériences, les façons de faire et les perspectives de chacun. **D'une part, les immigrants souhaitent en apprendre plus sur les CFMS, leurs histoires et cultures et de l'autre, les membres de la communauté d'accueil devraient être sensibilisés aux expériences des immigrants récents. Par exemple, il pourrait s'avérer utile d'informer les uns et les autres au sujet de l'histoire et des expériences en lien avec diverses formes de colonialisme et de colonisation qui ont été vécues dans des contextes particuliers. En effet, bien que les oppressions vécues ne soient pas nécessairement comparables, la compréhension mutuelle des luttes qui ont marqué l'histoire d'autres membres de la communauté peut renforcer la cohésion communautaire. L'endossement de luttes communes peut également fédérer les membres de la communauté.**

Enfin, un travail de sensibilisation doit avoir lieu concernant les différents accents et parlers français. En effet, l'insécurité linguistique engendrée par la catégorisation et la hiérarchisation des accents est un frein à la cohésion communautaire auquel on doit remédier. Des initiatives, comme celle prise lors de la Semaine de l'immigration francophone 2019 ayant pour slogan *Une langue, mille accents*, sont aidantes pour éduquer et sensibiliser sur cette diversité au sein de la langue française et en faire une richesse pour la communauté.

## 3. Encourager l'intégration économique et la reconnaissance des diplômes étrangers

L'intégration économique est un facteur essentiel de l'installation des immigrants. Le problème de la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle de l'étranger a été mentionné à plusieurs reprises. Si ces difficultés ne sont pas propres aux immigrants francophones, il est important que les CFMS aient à cœur de faciliter l'accès au marché de l'emploi pour ces derniers. On remarquera également

qu'une participation économique au sein des communautés est souvent facilitateur du sentiment d'appartenance.

#### 4. Favoriser le réseautage dans la communauté francophone

Plusieurs participants ont parlé du besoin de faciliter le développement de réseaux sociaux francophones en général ce qui servirait à promouvoir les rencontres, les échanges, la circulation de l'information, ainsi que la participation. En particulier, il serait utile de faciliter l'accès à des réseaux professionnels qui peuvent soutenir l'intégration économique des immigrants, tout en permettant de leur offrir du mentorat. Les participants ont remarqué que de tels réseaux et opportunités serviraient également aux jeunes et aux étudiants qui bénéficieraient ainsi de débouchés une fois arrivés sur le marché du travail. Certains ont également souligné l'importance d'encourager les jeunes à parler français et à s'impliquer dans les causes francophones pour ces mêmes raisons. Selon eux, malgré les défis de la francophonie minoritaire, être francophone représente un atout significatif pour obtenir certains emplois.

#### 5. Améliorer les représentations et les discours au sujet des immigrants

Certains participants ont discuté du fait que les immigrants francophones et les communautés issues de l'immigration sont souvent représentées comme ayant des besoins et faisant face à des défis, sans reconnaître qu'ils sont nombreux à avoir réussi à s'intégrer et à avancer avec succès dans la société canadienne. Il faudrait s'assurer de présenter des portraits et des discours plus nuancés au sujet des immigrants francophones. En particulier, il serait utile de parler des contributions que font les immigrants francophones à la francophonie canadienne. Il a également été question d'offrir plus d'opportunités aux immigrants francophones professionnels de s'impliquer de manière visible pour mettre de l'avant leur expertise, par exemple dans le cadre d'activités professionnelles.

#### 6. Améliorer la diffusion et l'accès à l'information

Les organismes doivent mettre l'accent sur la communication dans les médias (cela peut d'ailleurs servir la représentativité politique de la communauté) et s'assurer que les membres de la communauté aient accès à l'information, et qu'ils se sentent encouragés à participer. Il est aussi important d'offrir des ressources pour permettre la participation (en assurant le transport, par exemple) et de valoriser l'engagement des gens.

Les immigrants doivent notamment être mieux orientés vers et dans la communauté, et ce dès leur arrivée. Les informateurs clés ont évoqué l'accueil à l'aéroport pour les immigrants internationaux. Les communautés qui ont pu mettre en place ce type d'initiative ont vu un impact positif. L'accompagnement dans la phase d'établissement des immigrants reste, bien évidemment, très importante.

## 7. Diversifier l'offre d'activités pour répondre aux besoins de tous

La communauté doit être ouverte aux immigrants et aux francophiles et l'offre d'activités doit être multipliée, décentralisée et diversifiée pour répondre aux différents besoins des membres de la communauté. En effet, celle-ci contient une diversité multiforme, par exemple en termes de culture, de langue, de pays d'origine et de contexte migratoire; il est important que chaque membre puisse participer à des activités qui lui conviennent.

Certains ont évoqué l'idée d'organiser des groupes francophones dans le cadre d'activités organisées par la communauté anglo-dominante. Il faut reconnaître que les immigrants francophones ont aussi besoin de s'intégrer dans la société canadienne plus large et de développer un réseau anglophone. Or, il est parfois intimidant pour eux de participer dans des activités qui sont uniquement en anglais. La présence de groupes francophones au sein d'activités en anglais pourrait servir à donner de la visibilité à la communauté francophone, à sensibiliser les communautés anglophones au sujet de la présence des francophones et aussi soutenir les immigrants francophones dans leur intégration et participation à la fois à la communauté francophone et canadienne plus large.

## 8. Promouvoir la visibilité des CFSM

La promotion de la visibilité de la communauté francophone va de pair avec les stratégies d'amélioration de la diffusion de, et l'accès à l'information. Il s'agit de promouvoir la visibilité auprès des nouveaux arrivants, mais aussi auprès de la société anglo-canadienne plus large afin que les membres de cette dernière soient sensibilisés aux enjeux que confrontent les CFSM et leurs divers membres.

Les informateurs clés ont notamment proposé des mesures de sensibilisation de différentes instances. Pour ceux manquant de reconnaissance au niveau provincial, des actions devraient être menées auprès d'institutions telles que la police ou encore les gouvernements municipaux pour promouvoir l'offre de services en français.

## 9. Augmenter la représentativité dans les postes d'influence et les instances décisionnelles

Les informateurs clés et les participants à travers les quatre sites ont affirmé qu'il est important que le leadership de la communauté soit à l'image de sa diversité. Par exemple, les conseils d'administration des différents organismes doivent inclure des immigrants, des personnes installées depuis plus longtemps, des personnes issues des minorités raciales, etc.

Certaines CFSM ont développé des outils d'auto-évaluation pour que les organisations puissent juger de leur représentativité et de la diversité à leurs tables de décision. Les communautés ont pu également réserver des postes au sein de leurs associations ou des financements spécifiques pour certains groupes tels que les minorités ethnoculturelles et raciales. Il semblerait que cela porte ses fruits, puisqu'ils ont pu

constater par exemple une participation accrue de la part des membres issus de l'immigration.

Pour des résultats plus probants, il est impératif que les leaders immigrants s'impliquent activement dans les organismes francophones et aussi se préparent à devenir des élus politiques. Puisque la représentation immigrante dans les institutions passe par des élections, il faudra assurer une cohésion interne au sein des communautés immigrantes. Une telle cohésion passerait par l'entrepreneuriat, la solidarité et la mobilisation politique permettant de voter en bloc pour des candidats immigrants. Cette stratégie permettrait aux immigrants d'être pris au sérieux par la communauté d'accueil et par les politiques aux différents paliers de gouvernement.

Enfin, il est important de souligner que l'implication des immigrants à différents niveaux dans la communauté est importante, non pour une simple question de représentativité ou pour des fins utilitaristes, mais pour la valorisation de leurs connaissances quelles qu'elles soient. Par exemple, les immigrants souhaitent être consultés, non seulement sur les affaires ayant trait à l'immigration, mais dans toutes les affaires courantes de la communauté. Leurs opinions, perspectives et contributions doivent être prises en compte, non comme un avis extérieur ou complémentaire, mais plutôt comme l'apport de membres de la communauté à part entière.

## 10. Favoriser la collaboration entre les différentes instances et organisations de la francophonie locale et globale autour de projets communs

### 10.1. Implication de toute la communauté

La cohésion communautaire doit faire l'objet d'un effort communautaire et doit être l'affaire de tous. Un informateur clé a souligné l'importance d'adopter une approche participative. Par le biais d'un comité consultatif, cette communauté francophone fait appel à ses membres pour choisir les moyens à mettre en place pour atteindre les objectifs de la communauté. Cela permet l'engagement actif de tous les membres de la communauté et que chacun se sente concerné.

### 10.2. Définition d'objectifs communs

Pour les participants et les informateurs clés, la cohésion communautaire passe par la définition et l'accomplissement d'objectifs communs à toute la communauté. En effet, une fois que la population francophone est engagée dans sa diversité et que tous les acteurs sont à la table de décision, la communauté doit élaborer un plan stratégique commun, fédérateur et concerté.

### 10.3. Collaboration pour atteindre les objectifs communautaires

Les informateurs clés et les participants ont insisté sur le besoin de plus de collaboration et de communication entre les différentes instances de la francophonie locale et globale. Au sein des CFSM,

les échanges et la communication doivent être favorisés pour que la communauté avance de concert dans la même direction et évite de travailler en silo. En effet, il s'agit de travailler et de trouver des solutions ensemble. Pour ce faire, certains participants ont par exemple recommandé que les leaders des communautés francophones travaillent en collaboration avec les leaders des communautés immigrantes (cependant, comme suggéré plus haut, les immigrants pourraient également être impliqués directement dans la communauté). Certaines CFSM ont des entités spécifiquement dédiées à la communication et à la concertation des actions pour atteindre les buts communs de la communauté.

Dans la francophonie pancanadienne, la collaboration doit avoir lieu à tous les niveaux et entre les divers niveaux (local, provincial, fédéral). Le besoin de collaborer avec les différentes instances gouvernementales, les institutions et les organisations en dehors de la communauté est également crucial.

#### 10.4. Mise à l'honneur des jeunes générations et des écoles

Dans plusieurs sites, les participants ont mentionné l'importance d'impliquer les futures générations, de les encourager à parler français et de les intéresser aux causes de la francophonie. D'une part, les participants pensent que les jeunes sont plus ouverts à la diversité de manière générale. D'autre part, ils reconnaissent que ce sont les jeunes qui feront vivre la communauté de demain. Pour toucher les jeunes, il est important que les écoles soient impliquées dans les objectifs de la communauté. De plus, le milieu scolaire est un lieu privilégié pour favoriser la mixité sociale et culturelle, faire de la sensibilisation et encourager le vivre ensemble.

## CONCLUSION

Les CFSM sont implantées dans différents contextes régionaux qui influencent la vie communautaire. Par exemple, leur implantation historique, leur reconnaissance au niveau provincial, leur implication dans les décisions gouvernementales qui les concernent et l'accès à des services provinciaux en français varient. Selon les informateurs clés, représentants des organismes porte-parole des quatre provinces, la cohésion communautaire est basée sur la définition d'un ou de plusieurs objectifs communs élaborés en concertation avec toute la communauté et pour lesquels la communauté travaille en collaboration. L'ouverture à la diversité a également été mentionnée comme un facteur important pour la cohésion communautaire.

Le manque de visibilité est une barrière pour les CFSM dans leurs efforts pour attirer et rassembler tous les membres de la communauté. Le sous-financement et le manque d'ouverture et de sensibilisation à la diversité (notamment celle issue de l'immigration) entravent également la cohésion communautaire. Cependant, dans les communautés qui priorisent l'inclusion des immigrants et les échanges avec les membres plus établis de la communauté, on remarque que les relations au sein de la communauté sont positives et propices à la collaboration. Enfin, les représentants des organismes porte-parole s'accordent à dire que la cohésion communautaire doit être l'affaire de tous et le fruit d'un travail collaboratif, inclusif, participatif et coordonné.

Selon les groupes de discussion, on voit que la vie communautaire prend place dans divers espaces. Ces espaces peuvent être structurés (organismes communautaires précis) ou définis comme informels (milieu familial et relations avec les amis) ; cependant, chaque communauté semble avoir un ou plusieurs « épice(s) » officiel(s) (par exemple un centre communautaire, une maison de la francophonie), connu(s) et reconnu(s) par ses membres. Les participants et informateurs clés ont expliqué que les espaces virtuels (par exemple, les pages *Facebook*, les sites internet, les infolettres) sont utiles pour faciliter la communication et l'accès à l'information et à des conseils. Ces réseaux et médias peuvent soutenir la participation dans les espaces physiques. Les participants à l'étude ont également insisté sur l'importance des espaces éducatifs ou scolaires, qu'il s'agisse de l'école de leur(s) enfant(s), de l'université où ils étudient ou ils travaillent, ou encore des diverses institutions où ils ont pu suivre une formation pour adultes. Ces sites et les regroupements parallèles qu'ils suscitent (activités et initiatives, conseils de parents, clubs et associations d'étudiants, etc.) sont le support de la socialisation en français (les écoles francophones jouent également un rôle clé dans la transmission linguistique). Certains espaces de loisirs sont aussi importants, tels que les espaces culturels francophones ou les lieux d'activités extra-scolaires des enfants. Enfin, les espaces religieux tels que les églises semblent avoir la particularité de permettre le rassemblement en dépassant facilement les différences, car les personnes les fréquentant sont rassemblées et mises sur un pied d'égalité par les valeurs et buts religieux du site.

Le sentiment d'appartenance à la communauté francophone est souvent basé sur les expériences dans

les divers espaces francophones auxquels les membres accèdent. On remarque ainsi que ce sentiment peut varier. Les participants se sentent plus ou moins bien accueillis selon les sites qu'ils fréquentent, selon le moment de leur arrivée, leur parcours de vie, ou encore leurs origines. En effet, malgré des améliorations notables, on note encore ou parfois un certain manque d'ouverture et un manque de représentation de la diversité. L'inclusion des immigrants semble être conditionnelle. Certains immigrants se sentent instrumentalisés (« je ne suis bienvenu que si je contribue ») ; d'autres sentent que leur appartenance à la communauté dépend de leur adhésion à et de leur engagement envers les revendications de la communauté (« je ne suis bienvenu que si je prends les revendications de la communauté à bras le corps »). On note également que le fait de travailler en français, dans la communauté, favorise le sentiment d'appartenance à celle-ci. Enfin, il est important de mentionner l'histoire coloniale – ou plutôt les histoires coloniales – de la francophonie ; pour certaines personnes le français n'est pas une fierté mais plutôt la marque d'un traumatisme, ce qui peut entraîner de l'ambivalence à tisser des liens avec la communauté d'accueil.

Les barrières de la participation sociale comprennent deux niveaux : interne et externe. En interne, le manque d'ouverture peut entraver la participation et le bien-être de tous dans la communauté. Les immigrants ont notamment mentionné l'instrumentalisation qu'ils perçoivent, ainsi que la discrimination et les chocs culturels qu'ils ont pu vivre. Pour ce qui est de l'instrumentalisation, il est important de rappeler que l'immigration au Canada repose sur des objectifs démographiques et économiques. Les immigrants souhaitent également prendre part à toutes réflexions et être consultés en tant que part entière de la communauté. En externe, le manque de visibilité et de reconnaissance de la CFSM rend difficile l'accès et la participation dans la communauté. Plus généralement, les CFSM ont connu un historique de repli sur soi comme stratégie de survie, cependant elles doivent maintenant s'ouvrir pour s'épanouir. La cohésion communautaire doit être un réel projet de société pour tous les membres de la communauté ; cela doit aussi être soutenu par la société canadienne et les instances gouvernementales.

L'implantation de la communauté, sa reconnaissance par la société canadienne (que ce soit le public général ou les différentes instances gouvernementales) et son dynamisme (visible par la quantité et la qualité des activités offertes) sont autant d'éléments d'attractivité. Pour les immigrants, la communauté francophone est attrayante dans la mesure où elle soutient la création et le maintien d'un réseau social et qu'elle permet des opportunités professionnelles.

L'ouverture à la diversité et la sensibilisation de la communauté sont des facilitateurs de la participation sociale au sein des CFSM. Les participants ont pu évoquer l'importance des espaces physiques qui permettent le rassemblement et l'organisation d'événements fédérateurs, tels que la Semaine nationale de l'immigration francophone, qui rapprochent les membres de la communauté. Les immigrants ont également mentionné le besoin de connaître l'histoire des CFSM pour mieux les comprendre et s'y intégrer. Enfin, la reconnaissance et le soutien des instances locales, municipales, provinciales et fédérales sont importants pour le dynamisme de la communauté.

Il est important de mentionner que de nombreux efforts ont été fournis à différents niveaux institutionnels de la francophonie. Des initiatives telles que l'utilisation d'un vocabulaire inclusif dans les institutions et les projets démontrent une réelle volonté d'ouverture à la diversité et une vision progressiste de la cohésion communautaire. Ces efforts dans les hautes instances sont essentiels pour aller de l'avant dans ce domaine. De plus, les projets en matière de soutien à l'immigration portent des fruits. Par exemple, l'initiative des communautés accueillantes est un exemple prometteur de collaboration permettant de surpasser la segmentation des financements et de rassembler les membres établis de la communauté et les membres plus récents issus de l'immigration. Ces progrès aux niveaux institutionnels ont été corroborés par les participants et les informateurs clés, qui ont noté des améliorations dans la cohésion communautaire et l'intégration des immigrants. Cependant, certains défis demeurent dans le vécu quotidien des membres de la communauté. Des recommandations ont été élaborées pour renforcer la cohésion communautaire :

1. Favoriser l'accueil et le soutien communautaire pour les immigrants,
2. Pousser encore davantage l'ouverture, l'inclusion et les échanges interculturels,
3. Encourager l'intégration économique et la reconnaissance des diplômes étrangers,
4. Favoriser le réseautage dans la communauté francophone,
5. Améliorer les représentations et les discours au sujet des immigrants,
6. Améliorer la diffusion et l'accès à l'information,
7. Diversifier l'offre d'activités pour répondre aux besoins de tous,
8. Promouvoir la visibilité des CFMS,
9. Augmenter la représentativité dans les postes d'influence et les instances décisionnelles, et
10. Favoriser la collaboration entre les différentes instances et organisations de la francophonie locale et globale autour de projets communs
  - 10.1. Implication de toute la communauté
  - 10.2. Définition d'objectifs communs
  - 10.3. Collaboration pour atteindre les objectifs communautaires
  - 10.4. Mise à l'honneur des jeunes générations et des écoles

En effet, la cohésion communautaire doit être le fruit d'un travail concerté. Il est important que les CFMS adoptent une attitude proactive pour attirer et rassembler tous les membres de la communauté. Elles doivent s'assurer que chacun puisse développer un sentiment d'appartenance, s'épanouir et se sentir en capacité de contribuer. La mixité au sein de la communauté est également un facteur essentiel. Les différents membres doivent se connaître, se comprendre et s'accepter dans toutes leurs différences pour un réel vivre ensemble. Enfin, la représentativité dans les instances décisionnelles et le comportement exemplaire des leaders de la communauté en termes d'inclusion et de collaboration seront aussi déterminants. La communauté doit être soudée autour de projets communs qui concernent tous les membres et la cohésion communautaire doit être l'affaire de tous.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier notre bailleur de fonds – la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada – pour le financement de cette étude. Nous sommes tout particulièrement reconnaissantes à tous les représentants d’organismes porte-parole et à tous les participants aux groupes de discussion pour leur temps et contribution généreuse à ce projet. Enfin, nos assistantes de recherche nous ont soutenus lors des différentes étapes de l’étude : Anne-Cécile Delaisse, Francine Busungu, Sabrina Laaouidi, Atieh Yekta, Natasha Damiano et Mélodie Honen-Delmar.

## RÉFÉRENCES

- Bannister, J., & O'Sullivan, A. (2013). Civility, Community Cohesion and Antisocial Behaviour: Policy and Social Harmony. *Journal of Social Policy*, 42(1), 91-110. doi:10.1017/S0047279412000736
- Banting, K., & Soroka, S. (2012). Minority nationalism and immigrant integration in Canada. *Nations and Nationalism*, 18(1), 156-176. doi:10.1111/j.1469-8129.2011.00535.x
- Bellaby, P., Lindsay, S., & Smith, S. (2010). Social Inclusion at Different Scales in the Urban Environment: Locating the Community to Empower. *Urban Studies*, 47(7), 1439-1457.
- Bennett, K. (2002). Interviews and Focus Groups. In P. Shurmer-Smith (Ed.), *Doing Cultural Geography* (pp. 151-164). London: SAGE. <http://dx.doi.org/10.4135/9781446219706.n14>
- Berger, M., Galonska, C., & Koopmans, R. (2004). Political integration by a detour? Ethnic communities and social capital of migrants in Berlin. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30(3), 491-507. doi:10.1080/13691830410001682052
- Boucher, G., & Samad, Y. (2013). Introduction: social cohesion and social change in Europe. *Patterns of Prejudice*, 47(3), 197-214. doi:10.1080/0031322X.2013.814870
- Bouma, G. D. (2016). The role of demographic and socio-cultural factors in Australia's successful multicultural society: How Australia is not Europe. *Journal of Sociology*, 52(4), 759-771. doi:10.1177/1440783315584210
- Cameron, J. (2000) Focusing on the focus group, in I. Hay (Ed.) *Qualitative Research Methods in Human Geography*, (pp. 50–82). Oxford: Oxford University Press.
- Canadian Heritage & Policy Research Initiative (Canada). (2003). *Inclusion for all: a Canadian roadmap to social cohesion: Insights from structured conversations*. Ottawa: Policy Research; Dept. of Justice Canada; Canadian Heritage.
- Cheong, P. H., Edwards, R., Goulbourne, H., & Solomos, J. (2007). *Immigration, social cohesion and social capital: A critical review*. London, Thousand Oaks and New Delhi: Sage Publications. doi:10.1177/0261018307072206
- Citizenship and Immigration Canada. (2018). *Annual report to Parliament on immigration*. Ottawa: Citizenship and Immigration Canada.
- Citoyenneté et Immigration Canada. (2006). *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* (No. Ci51-153/2006). Ottawa. Diffusé en

septembre 2006. <http://publications.gc.ca/site/fra/9.633174/publication.html> (site consulté le 3 février 2020)

Cloke, P., Cook, I., Crang, P., Goodwin, M., Painter, J. & Philo, C. (2004). Practising human geography London: SAGE Publications Ltd doi: 10.4135/9781446221235

Colic-Peisker, V., & Robertson, S. (2015). Social change and community cohesion: an ethnographic study of two Melbourne suburbs. *Ethnic and Racial Studies*, 38(1), 75-91. doi:10.1080/01419870.2014.939205

Comité sénatorial permanent - Affaires sociales, sciences et technologie. (2013). *Réduire les obstacles à l'inclusion et à la cohésion sociales : Pour lutter contre la marginalité*. Ottawa. Diffusé en juin 2013. <http://publications.gc.ca/site/fra/448633/publication.html> (site consulté le 7 février 2020)

Cuthill, M. (2016). Responding to Change: Foundations for an Integrated Regional Approach to Community Safety and Social Cohesion. *Urban Policy and Research*, 34(2), 152-165. doi:10.1080/08111146.2014.995758

Demireva, N. (2017). *Briefing: Immigration, diversity and social cohesion*. Migration Observatory at the University of Oxford.

Engel, L. C., Kington, A., & Mleczko, A. (2013). The Influence of Education on Community Cohesion: Adaptation of Policy to Practice. *The Journal of Educational Research*, 106(5), 408-418. doi:10.1080/00220671.2012.753862

Esses, V., Huot, S., Ravanera, Z., Thakur, S., & Vanderloo, L. (2016). *Synthesis and analysis of research on immigrants to official language minority communities in Canada*. Report prepared for the Ministry of Immigration, Refugees and Citizenship Canada. Available at: <http://p2pcanada.ca/library/synthesis-and-analysis-of-research-on-immigrants-to-official-language-minority-communities-in-canada/>

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. (2019). *Bâtir ensemble : Des communautés dynamiques, plurielles et inclusives—Plan stratégique communautaire en immigration francophone 2018-2023*.

Fennema, M., & Tillie, J. (1999). Political participation and political trust in Amsterdam: Civic communities and ethnic networks. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25(4), 703-726. doi:10.1080/1369183X.1999.9976711

Fourot, A. (2014). *Typologie des capacités d'accueil des CFMS – Analyse comparée de la Colombie-Britannique et du Manitoba*. Citoyenneté et Immigration Canada.

- Francophone immigration strategy: Meeting our objectives. (2019). *Immigration, Refugees and Citizenship Canada*.
- Gaffikin, F., & Morrissey, M. (2011). Community Cohesion and Social Inclusion: Unravelling a Complex Relationship. *Urban Studies*, 48(6), 1089-1118.
- Gallant, N. (2008). From openness to inclusion: Immigration and identity in Francophone minority communities. *Canadian Issues*, 39.
- Gijsberts, M., van der Meer, T., & Dagevos, J. (2012). 'Hunkering Down' in Multi-Ethnic Neighbourhoods? The Effects of Ethnic Diversity on Dimensions of Social Cohesion. *European Sociological Review*, 28(4), 527-537. doi:10.1093/esr/jcr022
- Gouvernement du Canada. (2018). *Investir dans notre avenir, 2018–2023 : Plan d'action pour les langues officielles*. Ottawa.
- Hemming, P. J. (2018). Faith Schools, Community Engagement and Social Cohesion: A Rural Perspective. *Sociologia Ruralis*, 58(4), 805-824. doi:10.1111/soru.12210
- Holtug, N., & Mason, A. (2010). Introduction: Immigration, diversity and social cohesion. *Ethnicities*, 10(4), 407-414. doi:10.1177/1468796810378318
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2018). *Plan d'Action Fédéral-Provincial-Territorial Visant à Accroître l'Immigration Francophone à l'Extérieur du Québec* (No. Ci4-177/2019). Ottawa. Diffusé le 2 mars 2018. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/plan-action-federal-provincial-territorial-immigration-francophone.html> (site consulté le 3 février 2020)
- Jacobs, D., & Tillie, J. (2004). Introduction: social capital and political integration of migrants. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30(3), 419-427. doi:10.1080/13691830410001682016
- Jenson, J. (2019). Intersections of Pluralism and Social Cohesion. *Global Centre for Pluralism*, 1-29.
- Laurence, J. (2017). Wider-community Segregation and the Effect of Neighbourhood Ethnic Diversity on Social Capital: An Investigation into Intra-Neighbourhood Trust in Great Britain and London. *Sociology*, 51(5), 1011-1033. doi:10.1177/0038038516641867
- Letki, N. (2008). Does Diversity Erode Social Cohesion? Social Capital and Race in British Neighbourhoods. *Political Studies*, 56(1), 99-126. doi:10.1111/j.1467-9248.2007.00692.x
- Lewis, G. (2005). Welcome to the margins: Diversity, tolerance, and policies of exclusion. *Ethnic and Racial Studies*, 28(3), 536-558. doi:10.1080/0141987042000337876

- Longhurst, R. (2010). Semi-structured interviews and focus groups. In N. Clifford, S. French and G. Valentine (red.) *Key methods in geography*. (pp. 103-115). London : SAGE
- Lymperopoulou, K. (2019). Immigration and Ethnic Diversity in England and Wales Examined Through an Area Classification Framework. *Journal of International Migration and Integration*. doi:10.1007/s12134-019-00678-9
- Mamatis, D., Sanford, S., Ansara, D., Roche, B. (2019). Promoting Health and Well-Being through Social Inclusion in Toronto: Synthesis of international and local evidence and implications for future action. *Toronto Public Health and Wellesley Institute*. Retrieved from <https://deslibris.ca/ID/10101600>
- McGhee, D. (2006). Getting 'Host' Communities on Board: Finding the Balance Between 'Managed Migration' and 'Managed Settlement' in Community Cohesion Strategies. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 32(1), 111-127. doi:10.1080/13691830500335341
- Neudorf, E. G. (2016). Key Informant Perspectives on the Government of Canada's Modernized Approach to Immigrant Settlement. *Canadian Ethnic Studies*, 48(3), 91-107. doi:10.1353/ces.2016.0027
- Painter, C.V. (2013). *Sense of belonging: literature review*. Research and Evaluation: Citizenship and Immigration Canada.
- Pateman, J., & Vincent, J. (2016). From social inclusion to community cohesion. *British Librarianship and Information Work 2001–2005* (pp. 41-61).
- Pepper, M., Powell, R., & Bouma G. D. (2019). Social Cohesion in Australia: Comparing Church and Community. *Religions*, 10(11), 605. doi:10.3390/rel10110605
- Piquemal, N., & Bolivar, B. (2009). Discontinuités culturelles et linguistiques. Portraits d'immigrants francophone en milieu minoritaire. *Journal of International Migration and Integration*, 10(3), 245-264. doi : 10.1007/s12134-009-0106-z
- Portes, A., & Vickstrom, E. (2011). Diversity, Social Capital, and Cohesion. *Annual Review of Sociology*, 37(1), 461-479. doi:10.1146/annurev-soc-081309-150022.
- Pratchett, L., Durose, C., Lowndes, V., Smith, G., Stoker, G., & Wales, C. (2009). *Empowering communities to influence local decision-making: systematic review of the evidence*. London. <http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/1241955Empowering-communities%20to-influence-local-decision-making.pdf> (site consulté le 7 février 2020)

- Putnam, R. D. (2007). E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century the 2006 Johan Skytte Prize Lecture. *Scandinavian Political Studies*, 30(2), 137-174. doi:10.1111/j.1467-9477.2007.00176.x
- Ratcliffe, P. (2012). 'Community cohesion': Reflections on a flawed paradigm. *Critical Social Policy*, 32(2), 262-281. doi:10.1177/0261018311430455
- Reitz, J. G., & Banerjee, R. (2009). Racial Inequality, Social Cohesion, and Policy Issues in Canada. *Springer*, 123-155. doi:10.1007/978-1-4020-9958-8\_7 273-294
- Sabbe, S., Bradt, L., Roets, G., & Roose, R. (2019). Revisiting the notion of cohesion in community sport: A qualitative study on the lived experiences of participants. *Leisure Studies*, 38(2), 274-287. doi:10.1080/02614367.2019.1579853
- Soutphommasane, T. (2005). Grounding Multicultural Citizenship: From Minority Rights to Civic Pluralism. *Journal of Intercultural Studies*, 26(4), 401-416. doi:10.1080/07256860500270239
- Spoonley, P., Peace, R., Butcher, A. (2005). Social cohesion: A policy and indicator framework for assessing immigrant and host outcomes. *Social Policy Journal of New Zealand*, (24), 85-110.
- Statistique Canada. 2017. *Moncton [Région métropolitaine de recensement], Nouveau-Brunswick et Nouveau-Brunswick [Province] (tableau)*. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 6 septembre 2019).
- Statistique Canada. 2017. *Ottawa - Gatineau (partie de l'Ontario) [Région métropolitaine de recensement], Ontario et Ontario [Province] (tableau)*. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 6 septembre 2019).
- Statistique Canada. 2017. *Vancouver [Région métropolitaine de recensement], Colombie-Britannique et Colombie-Britannique [Province] (tableau)*. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 6 septembre 2019).
- Statistique Canada. 2017. *Winnipeg [Région métropolitaine de recensement], Manitoba et Manitoba [Province] (tableau)*. *Profil du recensement*, Recensement de 2016, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 29 novembre 2017.

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (site consulté le 6 septembre 2019).

- Upton, J., Mansell, C. (2010). Building cohesion and trust in London—a social marketing approach. *International Review on Public and Nonprofit Marketing*, 8(1), 57-71. doi:10.1007/s12208-010-0062-5
- Trépanier, F. (2007). Rapport de la Conférence diversité et francophonie: Vancouver, 25 au 27 novembre 2005. Ottawa: Patrimoine Canadien.
- Tigges, L. M. (2006). Introduction: Community Cohesion and Place Attachment. *The American Behavioral Scientist*, 50(2), 139-141.
- Veronis, L. & Huot, S. (2018). *Espaces de rencontre: Les expériences d'intégration sociale et culturelle des immigrants et réfugiés francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire*. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
- Wickes, R., Zahnow, R., White, G., & Mazerolle, L. (2014). Ethnic diversity and its impact on community social cohesion and neighborly exchange. *Journal of Urban Affairs*, 36(1), 51-78. doi:10.1111/juaf.12015
- Worley, C. (2005). 'It's not about race. It's about the community': New labour and 'community cohesion'. *Critical Social Policy*, 25(4), 483-496. doi:10.1177/026101830505702

